

L'ORGANISATION.
ET
L'ACTION SYNDICALES OUVRIÈRES
EN ALSACE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le 30 mai 1932, à 14 heures

PAR

J. ACKER

JURY ... } *Président* : M. OUALID, *professeur.*
 Suffragants } MM. JULIOT de la MORANDIÈRE } *professeurs.*
 ROUAST }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

L'ORGANISATION ET L'ACTION SYNDICALES OUVRIÈRES EN ALSACE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le 30 mai 1932, à 14 heures

PAR

J. ACKER

JURY ... { *Président* : M. OUALID, professeur.
 { *Suffragants* { MM. JULIOT de la MORANDIÈRE } professeurs.
 ROUAST }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

—
1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

*Ce travail est le résultat d'une enquête personnelle
menée en Alsace chez les différentes personnalités du monde
syndical.*

INTRODUCTION

La nécessité de l'association a été ressentie de très bonne heure dans le monde germanique, plus discipliné et moins individualiste que le monde latin, et ce goût s'est vite propagé en Alsace, où de nombreux groupements professionnels se sont constitués au Moyen-Age et où des corporations (*Zünfte*) très florissantes furent étroitement mêlées à la vie économique et politique du pays. Suivant une opinion fort répandue¹, l'origine des compagnonnages doit être recherchée dans la loge des francs-maçons ou *Frei-Maurer* constituée dès 1276 par les ouvriers travaillant à la construction de la cathédrale de Strasbourg; cet exemple fut suivi en Allemagne et très probablement en France.

Malgré les prohibitions successives de la loi Le Chapelier et du Code pénal de 1810, l'esprit d'association subsista en Alsace comme d'ailleurs dans le reste de la France, et un grand nombre de ces groupements se maintinrent d'une façon permanente. Les questions sociales et ouvrières reçurent de très bonne heure une solution satisfaisante, particulièrement dans l'industrie textile du Haut-Rhin. N'est-ce pas là qu'a été prononcée pour la première fois cette phrase qui eut un si grand reten-

1. Voir M. Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations de métiers*,

tissement dans le monde ouvrier : « Le patron doit à l'ouvrier plus que son salaire. » Dès 1827, deux industriels de Mulhouse, Dollfus et Koechlin, créèrent des caisses d'épargne ouvrières; les ouvriers fondèrent, grâce à l'appui de leurs patrons, des caisses d'invalidité et de maladie. Jean Dollfus édifia vers 1850 une cité ouvrière à Dornach où chaque famille avait sa maison dont elle pouvait se rendre propriétaire par un système de paiements échelonnés sur une durée de treize ans.

Lorsque, en 1871, l'Alsace devint Terre d'Empire et fut violemment arrachée à la France, l'évolution du mouvement ouvrier, qui s'était harmonieusement développé jusque-là grâce aux si larges vues du patronat alsacien, changea complètement de caractère. L'organisation de la classe ouvrière en Alsace fut calquée sur l'organisation allemande, pour retrouver, au moment du retour à la France, le fondement des lois du 21 mars 1884 et du 12 mars 1920. Pour bien comprendre l'évolution du mouvement syndical alsacien, nous allons retracer brièvement la naissance et le développement des syndicats de 1871 à 1914.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION SYNDICALE OUVRIERE

EN ALSACE DE 1871 A 1914.

La solidarité effective entre tous les salariés a sa cause profonde dans l'évolution industrielle qui a créé la grande entreprise et a rendu ainsi nécessaire l'union et l'organisation des ouvriers pour la défense de leurs intérêts communs. Après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, le Gouvernement impérial, pour ménager la population française, déclara que le régime antérieur serait maintenu. Les associations purent se former librement, mais pour obtenir la capacité juridique, pour pouvoir exister légalement, une inscription suivie du dépôt des statuts au tribunal cantonal était nécessaire.

La situation changea après la promulgation de la loi du 19 avril 1908, qui est analogue à la loi française de 1901 non introduite en Alsace. Les associations dorénavant sont dispensées de déposer leurs statuts; celles à but économique acquièrent la personnalité sans concession de l'Etat; elles jouissent de la capacité d'acquérir à titre onéreux sans limitation et à titre gratuit jusqu'à 6.000 francs; si elles ont un but contraire aux lois, elles peuvent être dissoutes par le préfet. Ces diverses dispositions sont applicables aux syndicats ouvriers comme aux associations en général.

Avant 1903, les syndicats ouvriers alsaciens sont soumis à un régime d'exception, aucune association ouvrière n'est tolérée en Alsace; la vente des journaux ouvriers allemands y est formellement prohibée. En 1900 et 1901, trente-cinq organisations ouvrières furent dissoutes.

Dès 1903, la rigueur des autorités allemandes s'atténue; on permet aux ouvriers alsaciens de former des syndicats basés et affiliés à des organisations de l'Empire. Des unions syndicales se fondent à Strasbourg, Mulhouse, Colmar et Guebwiller, avec mission de soutenir les syndicats affiliés et d'améliorer autant que possible la vie matérielle de leurs adhérents.

En 1901 fut créée à Strasbourg la Commission centrale des syndicats d'Alsace-Lorraine, qui avait le programme suivant :

1^o Intensifier et unifier le mouvement syndical ouvrier;

2^o Resserrer les liens entre Unions locales et Fédérations nationales allemandes;

3^o Renseigner les ouvriers sur toutes les questions les intéressant et surtout sur les questions sociales.

Dès lors, tout le mouvement syndical alsacien était étroitement surveillé et rattaché à l'Allemagne.

Les premiers syndicats ouvriers qui se fondèrent en Alsace vers 1895, après l'échec d'un mouvement syndical purement local, furent les Syndicats libres (*Freie Gewerkschaften*). Leur nombre d'adhérents, d'après une statistique tirée d'un ouvrage de M. Schwander, professeur à l'Institut d'Alsace-Lorraine de Francfort, a plus que triplé de 1905 à 1914.

Syndicats libres d'Alsace-Lorraine de 1905 à 1914.

Années	1905	1908	1911	1912	1913	1914
Industrie textile	1.270	5.399	2.675	3.369	3.928	3.673
Métallurgie ...	963	2.077	1.843	2.339	2.857	3.156
Industrie du bois	728	1.134	950	1.238	1.476	1.539
Bâtiment	410	2.078	4.049	4.879	5.563	5.783
Transports	151	755	776	1.906	2.249	2.406
Typographes ..	80	76	65	100	110	111
Brasseries	78	406	442	822	1.028	1.068
Mines			»	305	300	326
Boulangers	4	11	110	156	191	273
Totaux	3.684	11.936	10.910	15.114	17.642	18.335

A côté de ces Syndicats libres, partisans de la lutte des classes, se constituèrent en 1902 des Syndicats chrétiens, qui, pour relever le sort des ouvriers, se basent sur l'enseignement de l'Eglise catholique et sont opposés à la doctrine « matérialiste » des Syndicats libres. Ce furent les ouvriers du textile qui formèrent le noyau des Syndicats chrétiens en Alsace, au cours d'une réunion tenue en 1902 à Guebwiller; de là le mouvement s'étendit à l'ensemble du pays. Dès 1903, le nombre d'adhérents s'éleva à 480. Le nombre de 10.000 ouvriers fut atteint en 1907, la majorité se recrutait parmi les ouvriers du textile et chez les mineurs.

Statistique du nombre d'ouvriers adhérents aux Syndicats chrétiens de 1910 à 1914¹.

	Ouvriers métallurg.	Industrie du bois	Mineurs	Industrie textile	
				hommes	femmes
1910	233	393	1.072	1.114	1.017
1911	256	506	1.383	"	"
1912	363	703	1.119	1.416	1.109
1913	403	591	1.187	"	"
1914	609	509	1.311	1.259	972

Une autre tendance, assez rapprochée du reste de la doctrine des Syndicats chrétiens, se manifesta en Allemagne et donna lieu à la création des *Hirsch-Dunkersche Gewerkschaften*.

Max Hirsch, leur fondateur, rejette toute idée d'opposition violente entre capital et travail et recherche un terrain d'entente entre les aspirations légitimes des travailleurs et les intérêts bien compris des capitalistes. Il n'admet la grève qu'en cas exceptionnel; son grand moyen d'action consiste à créer, autant que possible en dehors des pouvoirs publics, avec l'aide patronale, des caisses d'invalidité, de maladie et de chômage.

Cette tendance syndicale connut un grand succès, auprès des employés surtout.

1. Statistique empruntée à l'ouvrage précité de M. Schwander,

Statistique du nombre d'adhérents en Alsace de 1901 à 1913¹.

	1901	1905	1910	1911	1912	1913
Colmar	24	51	31	20	24	38
Guebwiller	»	»	14	6	5	5
Haguenau	»	»	»	9	15	9
Sainte-Marie-aux-Mines	»	»	31	25	21	23
Mulhouse	»	32	57	54	52	85
Saint-Louis	»	»	3	3	7	5
Strasbourg	218	283	372	377	480	630
Autres localités ..	50	70	90	100	200	390
Totaux	292	436	598	594	804	1095

Si nous rapprochons toutes ces statistiques, nous arrivons à conclure qu'une grande partie des ouvriers alsaciens étaient syndiqués dans la période envisagée. L'activité syndicale avant la guerre, la lutte des ouvriers pour un salaire plus élevé, pour leurs intérêts matériels et moraux, montre la même évolution que celle du mouvement syndical rhénan.

Survint la guerre, qui rendit tout travail syndical impossible et brisa le cadre des anciennes organisations. C'est avec les plus grandes difficultés que quelques groupements syndicaux purent se maintenir dans le Haut-Rhin.

1. Statistique empruntée à l'ouvrage précité de M. Schwander.

CHAPITRE II

ORGANISATION SYNDICALE OUVRIERE APRES LA GUERRE.

Le retour de notre pays à la France allait modifier d'une façon complète la situation précédemment décrite. Les Syndicats alsaciens, qui étaient incorporés jusque-là dans le mouvement syndical allemand, manquèrent de base du jour au lendemain ; les chefs ouvriers qui étaient pour la plupart des Allemands quittèrent le pays. Ce fut pendant une courte période l'anarchie complète.

On crut pouvoir pratiquer sur le terrain syndical la même union sacrée qui semblait devoir régner dans le domaine politique. Hélas ! ce fut là une entreprise chimérique pour le plus grand malheur des classes ouvrières pour qui une étroite solidarité est un des facteurs les plus importants du triomphe de leurs revendications. Les anciens Syndicats libres, sociaux démocrates, présentèrent leurs organisations comme groupements purement professionnels, neutres au point de vue politique et religieux. Ce fut là pendant la courte période de transition la seule organisation ouvrière existant en Alsace. L'adhésion des Syndicats libres à la Confédération générale du travail (C.G.T.) amena une scission ; les ouvriers chrétiens, les non-socialistes, fondèrent, le 23 février 1919, la Fédération des Syndicats indépen-

dants et s'affilièrent à la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.). Au point de vue de l'organisation et des doctrines syndicales, les groupements professionnels sont donc affiliés d'une façon complète au mouvement ouvrier français; au point de vue législatif, les dispositions de lois qui régissent les syndicats ouvriers ont été introduites dès la première heure en Alsace.

La loi française du 21 mars 1884 a été introduite par le décret du 3 décembre 1919 après avis favorable pris à l'unanimité par la Section permanente du Conseil supérieur d'Alsace-Lorraine; un décret du 27 avril 1920 a étendu la loi française du 12 mars 1920, relative à l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels, aux nouveaux départements. Ces deux décrets ont été ratifiés par la loi du 15 janvier 1924.

La législation locale, telle qu'elle existait à l'armistice, présentait les caractéristiques suivantes :

1° Les syndicats ouvriers ne pouvaient se constituer que sous le régime de la loi du 19 avril 1908. Cette loi, qui n'est pas spéciale aux associations professionnelles, ne leur conférait pas la personnalité civile.

2° Certaines associations professionnelles avaient un statut légal : ce furent celles constituées sous l'empire des lois du 18 juillet 1881 et du 26 juillet 1897, incorporées dans le Code des professions de 1900 (*Gewerbeordnung*). Ces lois prévoient la création de corporations (*Innungen*) qui ont un caractère patronal, qui sont circonscrites à un territoire déterminé et qui ne s'appliquent qu'à des artisans de métiers similaires; elles ne conviennent qu'à la petite industrie.

Le décret de 1920 a explicitement maintenu en vigueur

la législation locale sur les mêmes matières; les syndicats ouvriers peuvent donc profiter des avantages de la loi de 1884 et garder le bénéfice de la législation locale. Il s'agit là des lois sur les associations professionnelles des 19 avril 1908, 18 juillet 1881 et 26 juillet 1897. La loi de 1897 institue à titre obligatoire des chambres de métiers lesquelles constituent la représentation officielle des corporations dont il a été fait mention ci-dessus. Ces chambres ont pour objet l'étude et le développement des intérêts professionnels communs, le placement des ouvriers et la réglementation de l'apprentissage.

La législation locale prévoit en outre dans les grandes industries et au moins pour les exploitations d'une certaine importance, l'institution de délégations ouvrières par établissement. L'origine en remonte au cours de la guerre où cette institution a été déclarée obligatoire : en législation normale elle le reste pour certaines industries, particulièrement dans les ateliers et chantiers travaillant à l'exécution des marchés de l'Etat, des départements et des communes.

Un crédit porté au budget a pour but de faciliter l'étude de la langue, des institutions et de la culture française parmi la classe ouvrière, en distribuant aux différents syndicats des ouvrages de documentation pour leurs bibliothèques et cours.

La législation française si libérale et si favorable aux syndicats ouvriers ayant été étendue à l'Alsace, de nombreux groupements professionnels se formèrent qui tous au début adhèrent à la C.G.T. J'ai déjà parlé de la scission qui divisa dès lors le mouvement ouvrier et qui aboutit à la création, en février 1919, de la Fédération

des Syndicats indépendants, syndicats qui s'affilièrent plus tard à la C.F.T.C.

Deux périodes peuvent être envisagées dans l'étude du mouvement syndical d'après-guerre, périodes que nous retrouvons également dans le développement du syndicalisme de l'intérieur de la France.

Une première période va de la fin de la guerre aux grèves de 1920 : le mouvement syndical est en pleine vigueur et en plein épanouissement. Nombreuses sont les revendications ouvrières : journée de huit heures, contrôle ouvrier et institution d'un conseil national économique, lutte contre les fléaux sociaux, lutte contre la vie chère, repos hebdomadaire de vingt-quatre heures, etc. C'est un programme commun à toutes les organisations. Les syndicats alsaciens demandent en particulier le maintien de la législation locale favorable aux ouvriers, notamment celle des assurances sociales.

De nombreuses grèves éclatent en 1919 : l'application de la loi sur la journée de huit heures et la demande générale d'augmentation de salaires assurant un niveau de vie convenable en sont la cause. L'espoir d'une grève générale fut déçu, les différentes fédérations des ouvriers des chemins de fer, des transports et du bâtiment ayant déclaré le 25 juin ne pouvoir donner un tel mot d'ordre.

L'échec de ces différentes grèves, ainsi que celles de 1920, marque le déclin du syndicalisme et surtout une nouvelle ère de divisions intestines qui vont s'accroissant et qui donneront naissance en Alsace, comme dans tout le reste de la France, à la Confédération générale du travail unitaire (C.G.T.U.) ; celle-ci, en face du mouvement

cégétiste, modéré et réformiste, donnera lieu à un mouvement révolutionnaire et outrancier.

Nous entrons alors dans la deuxième période. Il est évident que les différentes grèves politiques organisées par la C.G.T., qui groupait alors l'immense majorité du monde ouvrier alsacien, ont affaibli considérablement le crédit dont jouissait cette organisation. L'échec des grèves de 1919 et de 1920 marque une nouvelle ère dans le syndicalisme alsacien. Elle est caractérisée par l'apparition des syndicats C.G.T.U., particulièrement puissants dans le Bas-Rhin, surtout à Strasbourg, ainsi que par l'importance primordiale, surtout dans le Haut-Rhin et particulièrement dans les petites villes, des syndicats indépendants, dont la doctrine moins violente, l'action plus réfléchie et plus modérée, ont rallié un nombre immense d'ouvriers. De 1920 à nos jours, ce mouvement n'a cessé de s'amplifier aux dépens des organisations cégétistes et communistes.

A côté de ces trois groupements principaux, certains ouvriers sont réunis dans des syndicats neutres, autonomes et purement professionnels. Les principaux sont le Groupement professionnel des Cheminots, qui groupe près de 7.000 ouvriers sur les trente mille cheminots d'Alsace-Lorraine, et le Groupement neutre des Employés, qui a réuni 381 voix aux élections du Conseil supérieur du travail en juillet 1930, alors que l'Argentina et la Sainte-Odile, groupements indépendants, eurent 2.535 voix, et le Syndicat des Employés (C.G.T.), 943.

Pour se faire une idée des forces respectives des différentes organisations ouvrières en Alsace, nous possédons un moyen plus efficace que les statistiques dressées par les syndicats, quelquefois bien trompeuses et souvent

fort incomplètes par suite des nombreuses périodes d'indifférence où les ouvriers ne règlent plus leurs cotisations : c'est le dépouillement des différentes élections professionnelles. Le régime d'assurances sociales en vigueur dans ces deux départements veut que les assurés désignent leurs délégués aux caisses de maladie et d'invalidité ainsi qu'à l'Office fédéral d'assurances sociales. Chaque organisation syndicale, (C.G.T.), Indépendants et (C.G.T.U.), présente sa liste de candidats.

Voici le résultat des élections aux caisses de maladie du 24 février 1924 :

	Strasbourg voix	Strasbourg campagne voix	Colmar voix	Ste-Marie aux-Mines voix	Mulhouse voix	Haguenau voix
Indép.	2155	320	1418	656	1749	910
C. G. T. ...	3767	539	1145	1934	1914	} même liste 1140
C. G. T. U.	3139	715	972	—	—	

En 1928, d'autres élections eurent lieu : en confrontant les chiffres avec les statistiques précédentes, nous pourrions juger du recul ou des progrès accomplis par les différents syndicats.

	Strasbourg voix	Strasbourg campagne voix	Colmar voix	Mulhouse voix	Sélestat voix	Haguenau voix
Indép.	4283	591	2192	2094	2098	1649
C. G. T. ...	4574	566	} même liste 2774	1801	398	1071
C. G. T. U.	6127	930		749	1320	476

Résultat des élections du 27 septembre 1928 à l'Office fédéral d'assurances sociales :

	Bas-Rhin		Haut-Rhin	
	voix	sièges	voix	sièges
Indép.	78.577	19	40.537	19
C. G. T.	65.695	16	37.154	17
C. G. T. U.	4.456	»	»	»

Le résultat des élections au Conseil supérieur du travail nous montrera la force syndicale des trois organisations dans les différentes branches d'industrie :

	Soie	Textile	Métallurg.	Groupement des employés	Transports	Vêtement
	voix	voix	voix	voix	voix	voix
Indép. .	112	313	343	2535	1125	424
C. G. T. .	32	1385	1257	943	2998	476
C. G. T. U.	»	»	216	381 (neutres)	»	»

Ces différentes statistiques nous montrent que les organisations communistes, puissantes surtout à Strasbourg, ont fait des progrès énormes dans le Bas-Rhin. Dans le Haut-Rhin, par contre, leur influence ne semble pas être primordiale. A part Strasbourg et ses environs immédiats, qui forment la cité rouge de l'Alsace, le reste

de nos deux départements est partagé entre l'influence de la Confédération générale du travail et celle de la Fédération des syndicats indépendants.

La statistique de l'ensemble des ouvriers syndiqués se présente de la façon suivante :

1^{er} janvier 1920.

	Nombre de Syndicats	Membres	femmes
Haut Rhin	15	7.479	1.072

(1^{er} janvier 1926 (Bulletin du Ministre du Travail 1928).

Syndicats patronaux.

	Nombre de Syndicats	Membres	femmes
Haut-Rhin	16	950	»
Bas-Rhin .	21	1.331	5

Syndicats ouvriers

Haut-Rhin	5	3.817	18
Bas-Rhin	30	55.255	13.082

Syndicats agricoles

Haut-Rhin	105	11.234	610
Bas-Rhin .	183	26.053	400

Ensemble

Haut-Rhin	126	16.001	626
Bas-Rhin	234	82.639	13.487

Unions de syndicats ouvriers :

	Nombre d'unions	de Syndicats	de membres
Haut-Rhin ...	»	»	»
Bas-Rhin	2	14	31.964

Sur un ensemble de 160.000 à 175.000 ouvriers, 80.000 à peine sont organisés. La plupart des ouvriers restent dans un état d'indifférence et d'apathie et se désolidarisent ainsi de leurs camarades. Leur abstention diminue sensiblement le pouvoir des syndicats et l'action syndicale s'avère moins puissante qu'elle ne le devrait. Les contrats collectifs de travail et surtout les grèves se terminent souvent par la victoire des entrepreneurs, victoire souvent justifiée mais dont les ouvriers pâtissent tôt ou tard.

CHAPITRE III.

ACTION DES SYNDICATS OUVRIERS.

Le but des organisations ouvrières est de coopérer à la réglementation et à l'amélioration des conditions du travail et de substituer l'effort collectif puissant à l'effort stérile des individus isolés. Ce n'est d'ailleurs pas là le seul but des groupements ouvriers; leur champ d'action est beaucoup plus vaste : œuvres d'enseignement professionnel, création de bureaux de placement, de bibliothèques, de coopératives, de caisses de chômage, etc.

Cependant l'activité principale des syndicats ouvriers consiste à assurer à leurs adhérents des salaires justes, à la fois suffisants pour une famille honnête et correspondant à la valeur du travail fourni; d'autre part, ils s'efforcent à obtenir des conditions de travail stables par des conventions collectives de travail, conclues d'une part entre les représentants d'un groupement de salariés et d'autre part les représentants d'un groupement d'employeurs ou encore un ou plusieurs employeurs contractant à titre personnel. Elles doivent déterminer les engagements respectifs des parties, notamment les conditions auxquelles doivent satisfaire les contrats de travail ou les contrats de travail d'équipe passés entre les parties ou avec des tiers. Le meilleur moyen pour obtenir entière satisfaction sur ces divers

points sera le recours aux armes légales dont la grève est l'essentielle : c'est elle qui caractérise l'action ouvrière. La cessation concertée du travail qui doit être prévue et préparée par le groupement ouvrier, est une méthode commune à tous les syndicats.

I. — Les grèves.

L'insécurité du lendemain pèse aussi bien sur les ouvriers que sur les entrepreneurs. Ces derniers ont toujours à redouter une grève qui paralyse leurs industries dans un moment de prospérité et arrête net leur production. Les ouvriers sont exposés au ralentissement des affaires qui amènera la diminution du salaire et le chômage. La grève, le principal moyen d'action des ouvriers groupés, est une arme à double tranchant : elle obligera très souvent les entrepreneurs à prendre en considération les revendications ouvrières, mais si elle échoue, outre les privations de toutes sortes dont elle sera la cause, elle affaiblira l'organisation syndicale qui en avait pris l'initiative : toute revendication nouvelle demeurera, pour un temps généralement très long, impossible. Ce n'est pas sans souffrance que les ouvriers peuvent lutter contre leurs patrons par la grève. Qui dit grève dit chômage, et le chômage impose des privations d'ailleurs extrêmement inégales entre les travailleurs. Si les ouvriers pâtissent de la grève, le patron n'en pâtit pas moins : ce dernier a la charge du capital à rémunérer, des installations à entretenir, des matières premières périssables à utiliser, des débouchés à sauvegarder. Le patron victime d'une longue grève perd le marché et,

ce qui est vrai du patron, peut se dire de la nation tout entière.

Si la grève, moyen nécessaire, est admise par toutes les organisations, son emploi donne lieu à des divergences de doctrine assez sensibles suivant qu'on se place en face des syndicats communistes, cégétistes ou indépendants. Alors que les premiers y ont très souvent recours non seulement pour leurs justes revendications, ce qui est normal, mais encore pour des fins politiques, les derniers, tout en la considérant comme un moyen légitime, conséquence de l'absolue liberté du travail, ne l'emploient que beaucoup plus rarement, lorsque toutes les tentatives d'accord ont échoué. Alors que les premiers se laissent aller à des actes de violence et de sabotage, les seconds s'en abstiennent. Quoiqu'il en soit, la C.G.T. et les Indépendants se prononcent en faveur de la conciliation et de l'arbitrage.

En règle générale, dès qu'un conflit violent éclate, la première action officieuse ou officielle est laissée soit aux autorités locales, préfets ou sous-préfets, soit aux autorités judiciaires (conseil de prud'hommes). La législation locale prévoit des conseils de prud'hommes industriels (loi du 3 juin 1901) et des conseils de prud'hommes commerciaux (loi du 6 juillet 1904). Ils ont des bases et des attributions quelquefois fort différentes de celles des juridictions similaires de l'intérieur de la France. Le président du conseil de prud'hommes peut être saisi ou peut se saisir d'office des différends collectifs qui surviennent dans sa circonscription; il peut pour les résoudre siéger seul (conciliation) ou assisté d'assesseurs désignés par les parties (arbitrage). Un décret du 27 avril 1920 a laissé subsister ces attributions; ce décret a réorganisé l'élec-

torat et la compétence *rationae personae* et *rationae materiae* d'après le principe français.

La grève, cette arme à la fois si efficace et si dangereuse, a été maintes fois employée en Alsace au cours de ces dix dernières années.

Bas-Rhin

Groupes de professions	Nombre de grèves enregistrées en									
	1928	27	26	25	24	23	22	21	20	19
Forêts	»	»	1	»	»	1	1	»	»	»
Mines	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»
Carrières	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3
Produits alimentaires ...	»	»	»	1	1	1	2	2	1	1
Produits chimiques	1	»	1	1	»	1	»	3	1	»
Ind. polygraphiques	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Cuir et peaux	»	»	1	»	1	1	»	2	2	3
Industries textiles	»	1	2	1	2	3	»	8	7	6
Travail des étoffes	1	»	2	»	»	1	»	1	1	2
Industries du bois	1	»	1	»	4	»	2	3	8	9
Usines métallurgiques ...	»	»	»	»	»	»	»	3	2	1
Travail des métaux ordinaires	1	3	4	3	1	6	»	20	5	6
Travail des pierres	1	»	»	2	»	1	1	1	4	2
Construction	»	»	4	2	12	3	2	»	3	5
Transport et manutention	1	»	2	2	1	3	»	1	5	4
Professions diverses	»	»	»	1	»	»	»	»	2 ¹	4

1. Une grève qui s'est étendue à toutes les industries.

La statistique précédente du nombre des grèves suivant les groupes d'industries de 1919 à 1928 est tirée de l'*Annuaire statistique des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* du mois de mars 1932.

Haut-Rhin

Groupes de professions	Nombre de grèves enregistrées en									
	1928	27	26	25	24	23	22	21	20	19
Forêts	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mines	1	»	»	»	4	1	»	»	1	1
Carrières	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»
Progruits alimentaires ...	»	»	2	4	»	»	»	»	»	1
Produits chimiques	»	»	1	1	2	»	»	»	1	1
Ind. polygraphiques	1	»	»	»	»	1	»	»	1	»
Cuir et peaux	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Industries textiles	2	6	8	9	1	5	4	41	10	11
Travail des étoffes	»	1	»	»	2	»	»	1	1	1
Industries du bois	»	»	2	3	1	»	»	» ⁶	1	3
Usines métallurgiques ...	»	»	2	»	»	»	3	»	»	»
Travail des métaux ordin.	2	1	3	»	3	2	3	1	3	3
Travail des pierres	»	»	1	1	»	»	»	1	»	»
Construction	3	»	5	1	4	4	2	»	2	»
Transport et manutention	1	»	3	1	»	»	»	»	1	1
Professions diverses	»	»	»	1	»	»	»	»	2	1

Importance et résultats des grèves de 1919 à 1928.

Bas-Rhin

	Au total			Réussite		
	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage
1928	6	447	3.385	2	203	3.012
1927	5	322	841	»	»	»
1926	18	1.949	39.911	7	750	14.134
1925	13	3.641	24.570	2	367	1.501
1924	22	3.818	119.159	6	570	14.486
1923	22	5.693	65.406	3	589	7.374
1922	7	1.936	43.175	1	120	240
⁽¹⁾ 1921	45	16.533	475.695	4	148	349
1920	42	46.005	224.995	18	2.129	51.198
⁽¹⁾ 1919	46	9.067	45.957	20	4.727	25.629
⁽¹⁾						

Années	Transaction			Echec		
	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage
1928	3	174	169	1	70	204
1927	»	»	»	5	322	841
1926	4	498	14.011	7	701	11.766

1. Les renseignements ne sont pas absolument complets.

Années	Transaction			Echec		
	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage
1925	1	33	96	10	3.241	22.973
1924	3	664	8.811	13	2.584	95.862
1923	3	1.593	17.708	16	3.511	40.324
1922	2	1.679	41.784	3	137	1.151
1921	4	1.897	43.780	37	14.488	431.521
1920	4	5.820	9.010	10	3.051	24.467
1919	4	1.961	11.387	8	728	6.427

Haut-Rhin

Années	Au total			Réussite		
	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage
1928	10	1.747	8.489	»	»	»
1927	8	1.780	8.243	2	521	1.392
1926	28	3.777	125.122	5	2.319	111.562
1925	21	2.637	15.991	9	1.380	12.139
1924	17	13.198	56.138	6	871	6.510
1923	14	4.028	39.917	2	593	5.358
1922	13	6.042	92.956	2	289	829
1921	44	15.100	464.315	2	639	21.326
1920 ⁽¹⁾	23	65.420	272.827	4	448	2.250
1919 ⁽¹⁾	23	21.228	324.842	3	»	»

1. Les renseignements ne sont pas absolument complets.

Transaction				Echec		
Années	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage
1928	4	601	4.564	6	1.146	3.925
1927	4	196	3.742	2	1.063	3.109
1926	10	698	10.147	13	760	3.413
1925	6	546	2.303	6	711	1.549
1924	3	6.382	19.036	8	5.945	30.592
1923	5	2.215	20.853	7	1.220	13.706
1922	»	»	»	11	5.753	92.127
1921	1	13	52	41	14.448	442.937
1920 ¹	2	262	3.697	5	4.265	26.830
1919 ¹	3	19.800	297.100	2	1.428	27.200

1). Les renseignements ne sont pas absolument complets.

Les statistiques des grèves offrent des variations sensibles d'une année à l'autre : les causes des grèves changent suivant l'état du marché du travail, le renchérissement de la vie, l'importance du chômage, la vitalité des groupements professionnels, l'effet d'une tension d'ordre social due à une phase active de la lutte des classes etc...

Vers la fin de l'année 1919, une crise intense de chômage sévissait en Alsace en raison des difficultés de tout ordre amenées par la cessation des hostilités. Une lutte très efficace fut entreprise pour enrayer le désastre; importants secours de chômage, création

d'ateliers publics pour chômeurs. En raison du caractère très onéreux de ces moyens d'action, on aborda la remise en fonctionnement des caisses syndicales de secours contre le chômage. Un arrêté du Commissaire général du 29 juin 1921 a institué un système de subventions aux caisses de chômage, arrêté qui a été calqué sur les dispositions du décret du 9 mars 1905 appliqué dans les autres départements.

Malgré ce chômage très important, jamais les grèves ne furent aussi nombreuses qu'à cette époque; il y eut une véritable explosion de conflits. Les années 1919, 1920 et 1921 détiennent tous les records de grèves, surtout le Bas-Rhin, qui connut en 1919 quarante-six grèves, en 1920 quarante-deux et en 1921 quarante-cinq. Le Haut-Rhin a une statistique plus modeste : vingt-trois grèves en 1919, vingt-trois en 1920 et quarante-quatre en 1921. Ces grèves, surtout pendant les deux premières années après la guerre, ont eu un caractère extra-économique, particulièrement celles de 1920, où la grève générale fut déclarée dans le Bas-Rhin et où on remarqua de nombreuses grèves de solidarité.

Nous allons retracer dans leurs grandes lignes les mouvements ouvriers qui se sont produits dans la première période de l'histoire syndicale d'après-guerre, pendant les années 1919, 1920 et 1921.

1919. — Une agitation très grave prit naissance dans l'industrie textile du Haut-Rhin immédiatement après la guerre. Les causes de ce mouvement sont diverses : la durée du travail, aux dires des organisations ouvrières, dépassait couramment dix heures dans cette branche d'industrie et, ce qui est plus grave, les salaires payés étaient manifestement trop bas. Avec une rémunéra-

tion de cinq à six francs par heure un ouvrier ne pouvait guère vivre dignement. Ces circonstances amenèrent de nombreux conflits : dans les établissements Dollfus Mieg à Mulhouse, une grève éclata dès le 20 février 1919, et se poursuivit pendant quatre semaines. Les résultats furent les suivants : augmentation de 80 centimes par heure pour les femmes et 90 à 95 centimes pour les hommes. La direction s'engageait à reconnaître les délégués ouvriers, à rengager les ouvriers congédiés et à effectuer le paiement des salaires tous les huit jours. Cependant, la durée du travail restait bien au-dessus de huit heures. Les ouvriers des filatures Schlumberger à Roppenzwiller, après une grève de quinze jours à la même époque, aboutirent à des résultats à peu près identiques.

Le 21 juillet 1919, la C. G. T., toute-puissante et seule maîtresse des destinées ouvrières, organisa une grève générale dans toute la France pour protester contre l'augmentation excessive du coût de la vie et contre l'inaction gouvernementale envers les spéculateurs. Une consultation ouvrière eut lieu dans les mines de potasse et presque à l'unanimité des voix les ouvriers décidèrent la participation à cette énergique protestation du salariat français. Sur les assurances du Gouvernement de mettre tout en action et de prendre des mesures énergiques pour abaisser le coût de la vie, la C. G. T. donna l'ordre aux ouvriers alsaciens de s'abstenir. Le 22 juillet, la Direction des mines de potasse renvoya un ouvrier membre influent du syndicat. Ce fut là, avec le refus patronal d'une augmentation de salaires, l'origine d'un conflit qui éclata le 25 juillet dans les mines Amélie I et Amélie II. Le 28 juillet, malgré une

démarche du sous-préfet de Mulhouse, la grève s'étendit à l'ensemble du bassin minier du Haut-Rhin. 5.200 ouvriers suivirent le mot d'ordre de la C. G. T.; sur ces entrefaits, la grève générale survint dans toute l'industrie textile du Haut-Rhin (18,19 et 20 août). M. Millerand, commissaire général de la République, dirigea les pourparlers qui s'avéraient extrêmement délicats. L'état de siège fut déclaré : « Les réunions, cortèges et manifestations de tout ordre furent interdits sur les territoires de Mulhouse, Thann et Guebwiller » (28 août 1919). Le 11 septembre, après des semaines de laborieuses démarches de part et d'autre, la grève put enfin être arrêtée et l'ordre fut donné de reprendre le travail. Sept semaines de privation et de chômage, où la solidarité ouvrière se manifesta d'une façon parfaite, aboutirent à la conclusion d'un contrat collectif de travail. L'ouvrier renvoyé ne fut néanmoins plus remployé.

Le 18 et 19 août 1919, la grève générale fut décidée dans les industries textiles du Haut-Rhin. Les causes de ce conflit sont à rechercher dans une grève qui a éclaté subitement dans les filatures D. M. C. à Mulhouse sans participation ni direction d'un syndicat quelconque. Le lendemain, la C. G. T. donna le signal de la reprise du travail. Mais les patrons refusèrent l'entrée des usines à quelques meneurs qui se rendirent coupables de sabotage. La D. M. C., en vue d'écarter tout conflit violent, essaya d'obtenir une solution amiable; elle proposa la création d'une commission mixte qui établirait si oui ou non les grévistes congédiés étaient coupables. Dans le premier cas ils resteraient congédiés, sinon ils seraient réintégrés d'office avec paiement rétroactif

de salaires. Le syndicat des ouvriers de l'industrie textile refusa tous pourparlers avant la réintégration des ouvriers congédiés. Le refus de la D. M. C. allait amener une grève générale qui fut organisée par les syndicats cégétistes comprenant alors 99 % des ouvriers syndiqués. Les syndicats indépendants se refusèrent à lancer le même mot d'ordre (100 ouvriers indépendants à la D. M. C.). Le lock-out fut décidé par les patrons, contre-attaque tout à fait théorique, car tous les ouvriers avaient déjà quitté les ateliers. Par suite de l'indifférence des ouvriers des autres branches d'industrie, puis des intéressés eux-mêmes (les indépendants étant restés en dehors du conflit pour des raisons de doctrine), cette grève générale se termina par une faillite complète. Le commissariat général arbitra le conflit; les revendications des syndicats cégétistes furent repoussées. Le résultat le plus net fut une perte non seulement de prestige mais d'adhérents pour la C. G. T., adhérents qui au bout d'un temps plus ou moins long se tournèrent vers les indépendants ou restèrent isolés.

1920. — Dès les premiers jours de l'année, les ouvriers des usines métallurgiques du Bas-Rhin manifestèrent d'une façon assez violente leur mécontentement. Une grève éclata dans les établissements Vogt et Cie, à Niederbrück, dans la vallée de Masseveaux, au mois de mai; elle devait durer deux mois. Le 6 mars, les ouvriers des usines métallurgiques de Strasbourg et environs entrèrent également en grève; les salaires insuffisants en furent la cause. Les syndicats cégétistes, pour soutenir leurs camarades, décrétèrent dans la nuit du 21 au 22 mars la grève générale qui se poursuivit jusqu'au 25 mars. 20.000 ouvriers défilèrent dans les rues

de Strasbourg causant par-ci par-là quelques dégâts. Le résultat de cette grande manifestation fut la conclusion d'un contrat collectif de travail pour les ouvriers de la métallurgie du Bas-Rhin à partir du 1^{er} avril; contrat sans durée déterminée et qui n'éleva les salaires que dans de faibles proportions.

Le 16 mars, les ouvriers du textile de la région de Colmar se mirent également en grève; les ouvriers du bâtiment les suivirent le même jour. Dès le début de la grève, on fit appel à une commission paritaire qui, sous la présidence du préfet de Colmar, devait régler la question, et dont les travaux devaient donner lieu à un contrat collectif. Ces efforts échouèrent par suite de l'intransigeance des ouvriers du bâtiment. Malgré un essai de conciliation du maire de Colmar, l'Union locale des syndicats C. G. T. déclara le 22 mars la grève générale qui se déroula d'une façon plus calme que celle de Strasbourg. Le 26 mars eut lieu le troisième essai de conciliation sous la présidence du maire, dont les efforts furent enfin couronnés de succès. Des représentants ouvriers et patronaux s'entendirent sur les points suivants :

- a) Reprise immédiate du travail;
- b) Le contrat collectif de travail tel qu'il existe à Mulhouse est étendu en principe aux ouvriers du textile de Colmar, les différences de salaires ne pouvant excéder 5 %;
- c) Les salaires tels qu'ils seront fixés ultérieurement par une commission s'appliqueront du jour de la reprise du travail.

Le 29 mars, le travail avait repris dans l'ensemble des usines; la grève générale était terminée après avoir

amené une amélioration, surtout au point de vue des salaires, dans la situation matérielle des ouvriers.

Le 22 avril, la grève générale fut ordonnée dans toute l'Alsace-Lorraine. Elle a pour origine les grèves dans la région minière lorraine, conflit qui s'étendit à la métallurgie et de là aux trois départements de l'Alsace-Lorraine. La grève fut organisée et menée par tous les syndicats, quelles que soient les divergences d'opinion souvent fort profondes qui les séparaient. Le 24 avril se réunissait à Paris, sous la présidence du ministre du Travail, une commission composée de représentants patronaux et ouvriers, ces derniers au nombre de vingt-cinq environ, représentant l'Union régionale de la C. G. T. les Syndicats indépendants, l'Association des employés, les Syndicats socialistes des Cheminots et des P. T. T., le Syndicat autonome des Cheminots et P. T. T., et enfin les Employés de locomotives. Cette commission fournit un travail très fructueux : règlement du conflit des usines métallurgiques de Hagondange, conclusion d'un contrat collectif entre la Direction des mines de Lorraine et les représentants des mineurs. Le mot d'ordre de la grève générale, qui se termina ainsi, fut suivi par la presque totalité des ouvriers de l'Alsace : de nombreux meetings eurent lieu et une agitation assez violente secoua tout le pays.

Fin avril eut lieu à Paris le Congrès de la Fédération nationale des Cheminots. La première proposition de la partie extrémiste de l'assemblée fut un projet de grève générale sur tous les réseaux. Les cheminots du réseau d'Alsace-Lorraine repoussèrent la proposition par 23.000 voix contre 3.000. La grève eut lieu quand même à l'intérieur de la France pour des raisons que nous n'avons

pas à examiner ici. Ce fut d'ailleurs, comme on le sait, un échec complet, et l'origine d'un fait qui frappa de stupeur le monde syndical : la résistance et la réaction de la bourgeoisie. La grève s'étendit aux mineurs, aux ouvriers des ports, etc. Le conflit ne gagna pas l'Alsace, la C. G. T. n'en donnant pas le mot d'ordre. Sans doute avait-elle conscience de l'échec à peu près certain de toute tentative violente après la fatigue et la lassitude des ouvriers alsaciens-lorrains qui venaient à peine de sortir d'une grève générale. D'ailleurs, la Fédération des Syndicats indépendants se déclara résolue à ne point participer à la grève.

A côté de ces mouvements d'une importance primordiale qui paralysèrent la vie économique de toute l'Alsace, nombreux furent les conflits, quelquefois très violents et très longs, qui éclatèrent çà et là dans la région : du 18 février aux premiers jours de juin, grève organisée dans les cristalleries de Saint-Louis. Le 8 octobre, une grève violente éclata dans les filatures de Sainte-Marie-aux-Mines; un lock-out général fut la réponse des industriels. La lutte se poursuivit pendant six semaines; malgré les efforts et les privations des ouvriers, elle dut être abandonnée et se termina par un échec complet.

Aucune branche d'industrie ne fut épargnée pendant cette année si mouvementée, si ce n'est celle des ouvriers des forêts et des carrières.

1921.— Par suite de la crise assez sérieuse qui sévissait en 1921, on procéda un peu partout à une réduction générale des salaires dans l'ensemble de l'industrie. Il n'est pas étonnant que ces réductions, en grande partie non compensées par une baisse des prix, devaient amener

de nombreux conflits dont quelques-uns particulièrement graves, surtout dans l'industrie textile et dans la métallurgie.

Le 23 mai 1921, le syndicat industriel alsacien fit part aux différentes associations ouvrières du textile de son intention de réduire les salaires et tout particulièrement les indemnités de cherté de vie en justifiant son attitude par une certaine baisse des prix des denrées courantes, la nécessité en temps de crise de réduire les salaires, une réduction équivalente sinon supérieure dans les industries similaires du Nord de la France. Une réduction de 50 % sur les indemnités de cherté de vie devait entrer en vigueur le 15 juin. Dès le 20 juin, la grève éclata dans diverses entreprises du Haut-Rhin (à Mulhouse, Sélestat, etc.), toutes les organisations ouvrières y participant. Vers la même époque, le syndicat industriel du Bas-Rhin prit les mêmes mesures. A Colmar et à Logelnach une grève de quelques jours éclata également. A Mulhouse, elle se poursuivit malgré les tentatives de conciliation du préfet du Haut-Rhin et du maire de la ville, par suite de la ferme résistance des entrepreneurs qui, arguant des difficultés de l'heure, ne pouvaient augmenter les salaires. La grève continua sans interruption pendant près de huit semaines dans le Haut-Rhin. Elle se termina à l'avantage de la classe ouvrière.

Une grève de huit jours éclata de même dans les Tanneries de France à Lingolsheim au début de juin; elle fut provoquée également par une réduction de salaire. Le conseil de prud'hommes fit office de commission de conciliation. On arriva à la signature d'un contrat collectif de travail donnant en partie gain de cause aux ouvriers.

La situation créée par la crise dans l'industrie métallurgique n'était guère plus brillante. La Chambre syndicale du Bas-Rhin annonça son intention de réduire au commencement de juillet le salaire horaire de 25 %. Sur 2.395 ouvriers 2.360 votèrent pour une protestation véhémement. Le 13 juillet les ouvriers des usines de Strasbourg-Graffenstaden organisèrent une grève perlée. Les patrons répondirent par un lock-out général, non seulement à Graffenstaden, mais aussi dans les usines de Schiltigheim, les usines Dietrich à Reichshoffen (2.000 ouvriers), ainsi qu'à Saverne et chez Schneider-Jacquet à Königshoffen. Du 17 au 24 juillet, 1.200 ouvriers de la métallurgie du Bas-Rhin se trouvèrent dans l'impossibilité de travailler. La grève, immédiatement déclarée, se prolongea jusque fin septembre. Les patrons gardant leur attitude intransigeante, la résolution des ouvriers, ébranlée par les difficultés inhérentes à la crise (chômage, etc.), tomba et la grève se termina à leur désavantage.

Grâce à l'activité des syndicats indépendants, une grève put tout d'abord être évitée dans les gisements pétrolifères de Pechelbronn, où une légère augmentation de salaires fut même obtenue fin septembre. Mais, le mois suivant, les organisations cégétistes organisèrent une courte grève qui n'eut aucun résultat.

Ainsi se termina cette première période, si troublée et si fertile en conflits violents; les nombreuses grèves n'épargnèrent aucune branche d'industrie et on peut dire que la quasi-totalité des ouvriers alsaciens (à part les ouvriers des forêts) entrèrent dans la lutte. Les industries textiles proprement dites dans le Haut-Rhin (41 grèves en 1921) et les entreprises travaillant

les métaux ordinaires dans le Bas-Rhin (20 grèves en 1921) furent certainement les branches d'industries les plus touchées. Le nombre des ouvriers en grève dans l'industrie textile du Haut-Rhin fut de 13.750; il y eut 440.035 jours de chômage. Dans le Bas-Rhin, 9.085 ouvriers travaillant les métaux ordinaires furent en grève; il y eut 273.750 jours de chômage. Ces chiffres nous font comprendre l'ampleur de la lutte engagée par les ouvriers à cette époque. Il est intéressant de faire un parallèle entre l'importance des grèves à cette époque et celles de 1928. Le déclin de l'activité syndicale en ressortira nettement.

(Voir tableaux pages 41 et 42)

Sur les 45 grèves qui éclatèrent dans le Bas-Rhin en 1921, 4 seulement furent couronnées de succès, 4 se terminèrent par une transaction et 37 par un échec complet. Dans le Haut-Rhin, on constata 2 succès, 1 transaction et 41 échecs. Ces chiffres nous montrent que les luttes engagées à cette époque le furent à tort et à travers et c'est bien cette considération qui explique à notre sens l'émiettement et le peu d'importance actuel du mouvement syndical ouvrier alsacien.

1922. — A partir de 1922, nous entrons dans une seconde période où l'action ouvrière est en général plus calme, plus pondérée et souvent organisée avec plus de méthode. Le seul élément perturbateur fut l'apparition des syndicats communistes qui amorcèrent des mouvements révolutionnaires et outranciers.

Les principaux mouvements ouvriers de cette époque sont les suivants :

Importance des grèves suivant les groupes d'industries en 1921 et 1928

Année 1928.

Groupes de professions	Bas-Rhin			Haut-Rhin		
	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage
Mines	»	»	»	1	100	528
Carrières	»	»	»	»	»	»
Produit alimentaires	»	»	»	»	»	»
Produits chimiques	1	6	6	»	»	»
Industrie poligraphique ...	»	»	»	1	70	70
Cuirs et peaux .	»	»	»	»	»	»
Industries textiles	»	»	»	1	251	2.104
Etoffes.....	1	137	1.428	»	»	»
Bois	1	70	204	»	»	»
Métallurgie	»	»	»	»	»	»
Métaux ordinaires	1	66	1.584	2	51	331
Pierres	1	18	144	»	»	»
Construction ..	»	»	»	3	875	1.856
Transport	1	150	19	1	400	3.600

Année 1921.

Groupes de professions	Bas-Rhin			Haut-Rhin		
	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours de chômage
Mines	»	»	»	»	»	»
Carrières	1	150	2.850	»	»	»
Produits alimentaires	2	41	72	»	»	»
Produits chimiques	3	1.028	3.318	»	»	»
Industries polygraphiques ...	»	»	»	»	»	»
Cuirs et peaux ..	2	1.620	39.520	»	»	»
Industries textile	8	2.105	112.932	41	13.750	40.4035
Etoffes	1	120	3.472	1	13	52
Bois	3	207	1.558	»	»	»
Métallurgie	3	1.209	34.812	»	»	»
Métaux ordinaires	20	9.085	273.750	1	937	22.488
Pierres	1	43	645	1	400	1.470
Construction ..	»	»	»	»	»	»
Transport	1	925	2.766	»	»	»

(Annuaire statistique des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, mars 1932.)

Le 1^{er} décembre 1921, la Chambre syndicale de l'industrie métallurgique du Haut-Rhin dénonça le contrat collectif de travail qui la liait avec les organisations ouvrières et annonça une baisse des salaires. Fin février, après une grève perlée, la Société des constructions mécaniques ferma ses portes. Les ouvriers des usines d'électricité de Mulhouse et de Guebwiller entrèrent également en grève. Le conflit dura trois semaines et fut arrêté sans avantages pour les ouvriers. Les ouvriers de la métallurgie de Belfort et Graffens-taden firent une grève de solidarité.

Le 31 mars 1922, le contrat de travail dont jouissaient les ouvriers du bâtiment du Bas-Rhin prenait fin. La Fédération des entrepreneurs annonça pour le 1^{er} avril une réduction de salaire assez considérable, de 20 centimes en moyenne par heure, avec augmentation d'une demi-heure de la durée du travail et règlement du salaire tous les quinze jours au lieu de huit comme le prévoyait la convention précitée. Les ouvriers se mirent en grève le 7 avril. Des entrevues eurent lieu entre représentants patronaux et ouvriers. Le conseil de prud'hommes fit des propositions qui ne furent pas acceptées par le syndicat; le Conseil municipal de Strasbourg constitua une commission qui fixa les salaires des ouvriers travaillant pour le compte de la ville, salaires qui devaient être étendus à l'ensemble des ouvriers du bâtiment. Ces tentatives furent vaines; les négociations directes reprirent et aboutirent le 9 mai à la conclusion d'un contrat collectif de travail à l'avantage des ouvriers, contrat signé par les syndicans cégétistes des ouvriers du bâtiment et par les syndicats indépendants et qui mettait fin au conflit.

Le 11 avril, le syndicat de l'alimentation déclancha une grève dans les brasseries de Strasbourg, Königshofen, Cronenburg et Schiltigheim. La cause de cette grève, qui, ne devait durer que quelques jours, fut une annonce de réduction de salaire. Le contrat collectif, existant dans cette branche d'industrie, fut partiellement remanié, et la clause suivante fut introduite : Une diminution éventuelle du salaire ne devrait pas dépasser 8 % et cette réduction ne devrait entrer en vigueur que par une diminution de 15 % de l'indice du coût de la vie.

Au mois d'août, les ouvriers du bâtiment de Mulhouse et environs entrèrent également en grève pour obliger le Syndicat des entrepreneurs à renouveler le contrat collectif qui venait à expiration le 31 août. Aucun résultat ne fut malheureusement atteint. Bien au contraire, le Syndicat des entrepreneurs demanda 10.000 fr. de dommages-intérêts pour violation de la convention, celle-ci stipulant que les litiges étaient à régler par une commission arbitrale et qu'en aucun cas une grève ne devrait éclater. La Cour d'appel de Colmar condamna l'organisation ouvrière à 100 francs de dommages-intérêts, bien que celle-ci ait déclaré la clause en question contraire aux principes de la liberté du travail.

1923. — Une grève de huit jours, du 10 au 18 avril dans les filatures de Wildenstein en protestation contre une réduction de salaire, se termina par la conclusion d'un contrat collectif, conclu par les syndicats socialistes et les syndicats indépendants.

Des grèves de peu d'importance éclatèrent en outre parmi les ouvriers du port de Strasbourg, les ouvriers de certaines entreprises de construction de la même ville;

de légères augmentations de salaire purent être obtenues.

Le 7 mai, les ouvriers des puits et raffineries de pétrole de Pechelbronn (2.000 ouvriers) entrèrent en grève pour obtenir une augmentation de salaires qui avaient été trop fortement réduits en 1921; l'indice du coût de la vie du bureau de statistique de la ville de Strasbourg s'éleva en ce moment de 333 en janvier, à 378 en mars, 377 en avril et 378 en mai. En mars 1920, lors de la conclusion du contrat collectif, ce même indice était à 360, en octobre 1920 il arrivait à 452; il n'y eut à ce moment qu'une augmentation de 10 centimes par heure et en 1921 de fortes réductions de salaires de 5, 10, 15 et 25 centimes par heure. Le 12 mai, le président du conseil de prud'hommes invita les délégués ouvriers et les représentants patronaux à se présenter devant lui afin de régler le différend qui les séparait. Les représentants de la direction firent défaut. Le conflit ne se termina que le 22 juin après une durée de six semaines et demies. Les ouvriers, fatigués et abrutis par la misère, revinrent peu à peu au travail; le 20 juin, leur nombre s'éleva à plus de 500, et les syndicats cégétistes et indépendants durent donner le signal de la reprise du travail. La plupart des ouvriers n'étaient d'ailleurs pas syndiqués. La fin de la grève marqua pour eux un échec complet; le contrat collectif, conclu entre le syndicat minier et les organisations ouvrières, fut résolu; 25 ouvriers licenciés et 4 poursuivis devant les tribunaux. Le 1^{er} septembre, l'association minière accorda une augmentation de 1 franc par heure pour les ouvriers âgés de plus de 20 ans et de 80 centimes pour les autres.

Il y eut en outre plusieurs petites grèves particulièrement dans l'industrie textile : à Saint-Louis, fin juin,

les ouvriers de la Société de fabrication de rubans entrèrent en grève pendant huit jours; ils obtinrent une légère augmentation de salaires. Vers la même époque, une grève de trois jours, dans les filatures Schwartz et Cie, se termina par des résultats à peu près identiques tandis que les ouvriers des ateliers Frey et Cie cessèrent le travail pendant huit jours sans résultat aucun.

1924. — Le 29 février 1924, les différentes organisations syndicales firent des démarches auprès de la Direction des mines de potasse en vue d'une augmentation de salaires. La réponse fut négative et la Direction annonça l'intention de traiter ces questions directement avec les ouvriers, sans l'intervention des syndicats. Après une journée de grève des ouvriers du groupement Amélie, il fut décidé qu'une réunion des délégués ouvriers et patronaux aurait lieu à Mulhouse pour trancher les questions en suspend. Cette réunion eut lieu le 12 mars. La Direction n'accepta pas la collaboration des représentants syndicaux. Elle proposa une augmentation de 5 % aux ouvriers du fond, propositions que ceux-ci jugèrent absolument insuffisantes vu que leurs salaires avaient été réduits, après débat devant le conseil de prud'hommes, de 15 % en 1921, l'indice ayant baissé de 100 points. Comme il venait d'augmenter de 93 % en mars 1924, les ouvriers exigèrent une augmentation correspondant à la diminution antérieure. Après le refus de la Direction, les ouvriers, sans consultation des syndicats, entrèrent le 13 mars en grève (5.272 ouvriers). Le 17 mars toute cette agitation se calma subitement devant l'annonce faite par la Direction de la reprise des négociations qui eurent lieu en effet, mais encore sans

participation des représentants syndicaux. Le 18 mars, ces négociations donnèrent le résultat suivant : une augmentation de 5 % devait être accordée à tous les ouvriers sans distinction. Le 13 mai, une nouvelle réunion eut lieu qui donna plus de satisfaction aux ouvriers, notamment l'adhésion des mines à la caisse de compensation pour allocations familiales : « l'Association familiale du Haut-Rhin ». Mi-octobre, une nouvelle augmentation de 5 % fut accordée, de sorte que le salaire payé était exactement égal à celui de 1920. Outrés, les ouvriers entrèrent en grève le 3 décembre. A la question du salaire s'ajouta celle de la durée du travail, fixée à six heures suivant la *Gewerbeordnung*. La Direction essaya d'introduire la journée de huit heures. Ces faits augmentèrent naturellement le ressentiment ouvrier. Le 8 décembre, le travail fut repris après qu'entière satisfaction fut accordée aux ouvriers. Le conflit fut réglé par une commission comprenant des délégués ouvriers, des délégués de syndicats, le sous-préfet de Mulhouse et le préfet de Colmar. Les résultats des travaux de cette commission furent les suivants : aucune mesure pour cause de grève ne serait prise, un contrat de travail devait être conclu auquel les représentants syndicaux prendraient part. La longue agitation ouvrière, marquée par deux grèves assez violentes, prenait ainsi fin par un succès complet des mineurs.

Le contrat collectif de travail, en vigueur dans l'industrie du bâtiment du Bas-Rhin, était conclu jusqu'au 1^{er} mars 1924, date à laquelle il devait être résolu. Le Syndicat des entrepreneurs du Bas-Rhin fit part aux ouvriers de son intention d'augmenter la durée du travail et de réduire les salaires par l'abolition de l'échelle

mobile. Les ouvriers, groupés dans les syndicats cégétistes, C.G.T.U. et Indépendants, se réunirent le 7 avril pour protester contre les intentions patronales; la grève fut décidée et menée par les trois organisations en commun. Le président du conseil de prud'hommes de Strasbourg tenta un essai de conciliation qui échoua devant les prétentions patronales. La grève se poursuivit jusqu'au 2 juin; les organisations syndicales, particulièrement les syndicats « rouges », ne pouvant plus secourir leurs adhérents, décidèrent la reprise du travail dès le 30 mai. Les deux autres organisations, devant les défections ouvrières de jour en jour plus nombreuses, furent contraintes à renoncer à leur attitude intransigeante. Le 2 juin le travail fut repris, après huit semaines de grève sans aucun avantage pour les ouvriers.

Le 25 mars, à peu près 2.000 ouvriers, la plupart non-syndiqués, entrèrent en grève dans les usines de fabrication de rubans à Saint-Louis. La cause de la grève réside dans des questions de salaires, dont les ouvriers pensaient obtenir l'augmentation. Les ouvriers de l'industrie textile de la région firent une grève de solidarité de quinze jours. Le 14 avril ils durent s'avouer vaincus; trois semaines de grève n'avaient absolument rien amélioré leur condition.

Vers la même époque, une grève de quatre semaines éclata parmi les ouvriers du port de Strasbourg, organisés dans leur grande majorité dans le syndicat cégétiste des transports. Au moment du renouvellement du contrat collectif, les ouvriers exigèrent une augmentation de salaires de 6 francs par jour; les entrepreneurs ne leur accordèrent que 3 francs 20, plus une indemnité de cherté de vie de 4 francs 50 pendant trois mois. Les

ouvriers, non satisfaits, manifestèrent bruyamment leur mécontentement. Les résultats du conflit furent absolument désastreux; La plupart des contrats collectifs qui liaient les entrepreneurs isolés aux ouvriers du port furent déclarés résolus; les ouvriers furent obligés de reprendre le travail dans les conditions précédentes.

Du 20 au 28 août, une grève partielle éclata dans la mine de potasse Amélie II, en protestation contre l'attitude d'un chef d'équipe et pour en exiger le renvoi; il aurait causé par sa négligence la mort de deux ouvriers. Cette grève échoua complètement.

1925. — Le 21 mars, le syndicat des ouvriers du bois de Mulhouse entra en grève pour obtenir par ce moyen une augmentation de salaire. Le 7 avril, un essai de conciliation eut lieu sous la direction d'un membre de l'Office du travail. Les revendications ouvrières, particulièrement celles touchant le salaire, furent en partie prises en considération.

Le 30 octobre, les ouvriers des usines Tissage mécanique, et Société alsacienne pour l'industrie textile de Rosheim cessèrent le travail. Après quelques jours de grève, la Direction, au cours d'un essai de conciliation amiable, prit l'engagement de transformer le contrat collectif en améliorant les salaires; le conflit se calma immédiatement.

Le 12 octobre, les 1700 ouvriers des Tanneries de France à Lingolsheim, près de Strasbourg, entrèrent dans une grève qui ne devait durer qu'un jour; une légère augmentation de salaire fut accordée, mais la Direction déclara que désormais le contrat collectif était rompu.

Cette grève coïncida avec la grève politique organisée par les syndicats communistes en protestation contre les événements du Maroc. La C. G. T. et les Indépendants n'y prenant pas part, le mot d'ordre ne fut suivi qu'à Strasbourg.

Un conflit sépara, du 11 au 17 avril, les ouvriers cégétistes et unitaires des syndicats de l'alimentation du Haut-Rhin et la Direction des brasseries de Colmar, Mulhouse et Lutterbach; les syndicats indépendants n'y participèrent pas; une augmentation de salaire put être obtenue.

1926. — Ainsi qu'il en avait été convenu entre les ouvriers et patrons des Tissages mécaniques et de la Société alsacienne pour l'industrie textile de Rosheim, après la grève du mois d'octobre 1925, une convention collective de travail avait été élaborée. La question de salaire ayant été réglée à la satisfaction commune, il ne restait qu'un point de friction : le salaire des journaliers. Cette question provoqua au mois de février une grève assez violente de trois semaines : elle se termina à l'avantage des ouvriers en question; le conflit fut mené par les cégétistes et les indépendants.

Nouvelle grève le 12 mars dans les entreprises du port de Strasbourg : un ouvrier avait été congédié pour avoir refusé de faire des heures de travail supplémentaire à midi. Le conflit s'étendit à l'ensemble des ouvriers du port; ils protestèrent contre l'obligation des heures supplémentaires et revendiquèrent un contrat collectif de travail analogue à celui de 1924. Le travail reprit peu à peu et le mouvement échoua complètement au bout de quelques semaines.

Le 25 février, les 1.800 ouvriers de l'industrie textile de Sainte-Marie-aux-Mines, groupés pour la grande majorité dans le syndicat cégétiste des ouvriers du textile, commencèrent une lutte acharnée en vue d'obtenir un relèvement des salaires qu'ils déclaraient absolument insuffisants. La lutte se poursuivit âpre et sans merci jusqu'au 5 mai; une commission de conciliation, sous la présidence du préfet du Haut-Rhin et d'un représentant du ministère du travail, arriva à créer un accord sur le point suivant : le syndicat patronal de Sainte-Marie-aux-Mines soumettra des propositions d'augmentation de salaires à l'Association patronale de l'industrie textile du Haut-Rhin; le travail, après une si longue grève, ne pourra être repris que petit à petit. Cette grève de dix semaines n'a donc rapporté que des promesses, somme toute assez aléatoires.

Le 14 avril se termina, par contre, à l'avantage des ouvriers, une grève, organisée par la C.G.T., à l'usine électro-chimique Haefely; elle dura trois semaines et demie et rapporta une augmentation de 15 à 20 % du salaire.

Le syndicat des ouvriers du bâtiment de Séléstat organisa une grève en exigeant une augmentation de 20 % du salaire. Le conflit se prolongea pendant sept semaines et ne se termina que fin mai. Les revendications ouvrières furent couronnées de succès; une augmentation de salaires fut promise à partir du 15 juin (3 fr. 40 à 3 fr. 70 pour les ouvriers qualifiés et 2 fr. 80 pour les aides et manœuvres)

Une demande d'augmentation de salaire, refusé par la Corporation des patrons menuisiers de Mulhouse et environs, devait entraîner dans une lutte les ouvriers indépendants de l'industrie du bois de Mulhouse. La

commission paritaire de la sous-préfecture de Mulhouse ayant établi l'indice du coût de la vie à 646, les ouvriers fondèrent leur demande en prouvant que depuis juillet où le même indice était à 576 ils n'avaient plus bénéficié d'aucune augmentation de salaire. Le syndicat cégétiste fit front commun avec les indépendants. La grève fut terminée le 1^{er} septembre par les indépendants et le 2 par les cégétistes : une légère augmentation (de 15 centimes par heure) fut obtenue; la demande d'un contrat collectif, avec échelle mobile des salaires, fut néanmoins repoussée.

Une grève de dix jours, le 10 octobre, des ouvriers des forêts de Haguenau, se termina par une augmentation de salaires.

1927. — Du 26 avril au 2 mai il y eut des grèves dans les filatures Weber à Urbis; le paiement des heures supplémentaires fut accordé, ainsi que chez Schlumberger à Roppenzwiller.

Le 31 mai, les molleteurs et releveurs de l'industrie textile, qui se virent refuser une augmentation de salaires les mettant au niveau de leurs camarades graveurs, se mirent en grève. Le syndicat indépendant fit appel au conseil de prud'hommes pour trancher le litige. L'Association patronale de l'industrie textile refusa de traiter. Un essai de conciliation eut lieu sous la présidence du sous-préfet; malheureusement sans succès. Le maire de Mulhouse convoqua les deux parties le 5 juillet. Une augmentation de 30 centimes par heure put être ainsi obtenue après une lutte de cinq semaines et demie.

Le 11 août, plus de 1000 ouvriers et ouvrières des

filatures Schlumberger fils à Mulhouse entrèrent en grève en vue d'obtenir une augmentation de salaires; après différents essais de conciliation, la Direction promit d'accéder aux demandes ouvrières. La promesse ainsi donnée ne fut pas exécutée. Les ouvriers, qui avaient en grande partie repris le travail, recommencèrent la grève. Le 1^{er} septembre, la direction de l'entreprise décréta le lock-out. Le maire de Mulhouse régla le différend; la classe ouvrière, en grande majorité non inscrite et non soutenue par les syndicats, vit ses efforts couronnés de succès; l'augmentation de salaires demandée fut en grande partie accordée.

La C.G.T.U. décréta au mois d'octobre une grève générale de 24 heures pour protester contre la condamnation à mort de Sacco et Vanzetti. Le mot d'ordre de cette grève politique ne fut presque pas suivi.

1928. — Au mois de juillet, une grève de huit jours fut menée dans les filatures de Rouffach (120 ouvriers) par les syndicats communistes. Un échec complet s'en suivit; aucune augmentation de salaires ne fut accordée.

Une grève des employés des tramways de Mulhouse éclata le 3 août. Les causes de ce conflit furent multiples : demande d'augmentation de salaires avec réajustement de la rémunération au coût de la vie, refus constant d'un contrat collectif, demande de réduction de la durée du travail qui atteignit quelque fois douze et même treize heures. Les ouvriers des tramways de Strasbourg avaient un salaire de 500 francs supérieur à ceux de Mulhouse, ce qui créa un grand mécontentement dans cette dernière ville. Au cours du conflit, plusieurs essais de conciliation furent tentés, aussi bien par le maire que

par le sous-préfet. Lors d'une entrevue entre représentants du personnel et de la direction, cette dernière octroya une augmentation de salaires de 15 centimes par heure. Par 173 voix contre 76 le personnel accepta ces propositions et décida de terminer la grève le 14 août. La direction promit en outre d'engager des pourparlers avec les organisations ouvrières en vue de la conclusion d'un contrat collectif de travail.

Le 24 octobre, la centaine d'ouvriers et ouvrières des ateliers de tissage Piat à Wildenstein entra dans une grève pour obtenir la réintégration d'un délégué ouvrier injustement renvoyé; le personnel ouvrier protesta en outre contre les salaires trop faibles et la durée exagérée de la journée de travail qui se prolongeait quelque fois jusqu'à neuf heures. Fin novembre, une entente fut réalisée sous la présidence du président du conseil de prud'hommes de Thann. Le délégué ouvrier renonça de plein gré à sa réintégration dans la filature; les salaires furent élevés au niveau de ceux payés dans les entreprises similaires de la même région; la journée de travail de huit heures fut introduite.

Les plâtriers de Mulhouse, après une grève organisée par le syndicat des ouvriers du bâtiment (C. G. T.), obtinrent une augmentation de 20 centimes par heure et un nouveau contrat collectif.

1929. — Les ouvriers du Comptoir alsacien du bois firent une grève de protestation au commencement d'avril contre la violation d'une clause du contrat collectif de travail. Dès les premiers jours, entière satisfaction leur fut accordée.

Fin avril, les ouvriers du port autonome de Strasbourg,

exigeant une augmentation de salaires, entrèrent en grève; elle fut menée par toutes les organisations ouvrières. Alors que leurs camarades des ports de Bordeaux ou Dunkerque gagnaient 36 à 42 francs par jour, les ouvriers de Strasbourg n'obtenaient que 30 fr. 40. Ils exigèrent en outre une convention collective de travail où le salaire minimum serait fixé à 40 francs. Les différentes entreprises du port cherchèrent à engager des ouvriers étrangers, particulièrement des Allemands, et leurs manœuvres, qui soulevèrent l'indignation des ouvriers et les plus vives protestations de la part des syndicats, réussirent en partie. Une subvention de 50.000 francs fut votée en faveur des grévistes par la ville de Strasbourg, malgré l'opposition du préfet. Au bout de quatre semaines d'une lutte farouche, le travail reprit peu à peu; les syndicats durent s'avouer vaincus.

L'absence de contrat collectif de travail dans l'industrie du bâtiment occasionna de nombreux conflits par suite des conditions de travail fort instables dans cette branche d'industrie. Dès le début de l'année, des grèves se produisirent dans l'entreprise Urban, qui employait une centaine d'ouvriers à Graffenstaden, ainsi qu'à Schirmeck. Les ouvriers employés à la construction de la voie ferrée de la vallée de la Bruche réalisèrent une augmentation de salaires par une grève de deux jours, du 1^{er} au 3 juin.

C'est dans le Haut-Rhin que ces grèves isolées furent menées avec le plus d'âpreté. Les plâtriers de Mulhouse résistèrent douze semaines et arrachèrent à la Fédération des entrepreneurs un contrat collectif valable du 1^{er} octobre 1929 au 1^{er} avril 1931. A Strasbourg, la grève des peintres en bâtiment, commencée vers le

15 août, se prolongea jusqu'au 15 octobre; les huit semaines de lutte tournèrent à l'avantage des ouvriers qui obtinrent une légère augmentation de salaires.

Les ouvriers des établissements Sapit à Rosheim entrèrent le 7 mars en grève pour arracher à la Direction une rémunération plus satisfaisante. Le conflit éclata d'abord dans l'atelier de tissage et paralysa ainsi le reste de l'entreprise. Le 18 mars, la Direction ferma la porte des ateliers. Les ouvriers, grâce à leur bonne organisation (90 % étaient membres du syndicat cégétiste des ouvriers du textile), purent soutenir la lutte pendant douze semaines. Les résultats obtenus ne furent peut-être pas en rapport avec les efforts fournis et les privations endurées; une promesse d'augmentation ultérieure fut néanmoins obtenue.

Une grève de cinq jours, organisée en vue de protester contre la violation de la loi de huit heures, échoua complètement dans les scieries à Urmat; nombreux furent les ouvriers qui n'obéirent pas au mot d'ordre donné par les organisations ouvrières.

La grève politique décrétée par la C. G. T. U. le 1^{er} août pour protester contre la guerre échoua lamentablement en Alsace; quelques cortèges eurent néanmoins lieu à Strasbourg; en Lorraine par contre les syndicats communistes enregistrèrent un succès plus complet.

Au début d'octobre, le personnel ouvrier des mines de potasse d'Ungersheim fit une grève de trois jours, organisée par les syndicats indépendants et communistes; il y eut comme résultat une légère augmentation de primes.

1930. — Les ouvriers du bois de Mulhouse demandèrent à plusieurs reprises une augmentation de 30 centimes du salaire horaire; cette revendication ne fut jamais admise. De là une grève de deux jours du 26 au 28 avril. Les entrepreneurs offrirent d'abord 15 centimès; après le refus du syndicat des ouvriers de l'industrie du bois (C. G. T.), les entrepreneurs accordèrent une augmentation de 20 centimes qui devait se transformer en juillet à 30 centimes. Ce mouvement, qui couronna les revendications ouvrières, ne fut pas suivi par les syndicats indépendants.

Le 17 mai, les ouvriers des établissements Manurhin (constructions métalliques) entrèrent en grève. La cause réside dans le refus de la part de la direction d'accorder une augmentation de salaires aux anciens ouvriers alors que ceux embauchés postérieurement touchaient 30 à 60 centimes de plus que leurs camarades. Le conflit était organisé par le syndicat cégétiste qui seul entra en pourparlers avec la direction. Un essai de conciliation, sous la présidence du sous-préfet de Mulhouse, fut couronné de succès. Le 22 mai, la grève prit fin, alors que les négociations en vue de l'augmentation de salaires continuaient et qu'un résultat favorable était à prévoir.

La question de salaires des ouvriers du bâtiment, particulièrement des peintres en bâtiment de Strasbourg, après la résolution du contrat collectif, donna lieu à de nombreux différends. Ces ouvriers qui gagnaient un salaire variant de 4 fr. 70 à 4 fr. 80 demandèrent à plusieurs reprises une augmentation. D'après les clauses de l'ancien contrat collectif leurs salaires devraient s'élever à 5 fr. 40; ils exigèrent cette augmentation et la signature

d'une nouvelle convention collective. Après plusieurs demandes des syndicats communistes, qui comprenaient la plupart des ouvriers en question, demandes auxquelles les entrepreneurs ne répondirent pas, la grève fut déclanchée le 21 mai et devait se prolonger pendant plus de huit semaines. Malgré tant d'opiniâtreté de la part des ouvriers ils ne purent obtenir qu'une légère augmentation de salaires.

A la fin de l'année-1929 les organisations ouvrières dénoncèrent le contrat collectif qui les liait avec la Direction des mines de potasse : le syndicat C. G. T., indépendant et C. G. T. U. firent des démarches d'un commun accord en vue d'obtenir un autre contrat, lorsque brusquement l'organisation communiste déclancha le 12 juin la grève. Les deux autres organisations n'en furent point informées préalablement. Faisant valoir les raisons politiques qui dictèrent aux syndicats communistes la grève, faisant observer d'autre part que la situation de la Direction était très forte, les magasins étant remplis de potasse en pleine morte saison, elles ne prirent pas part au mouvement et restèrent en dehors du conflit. La grève dura un peu plus de huit jours et échoua piteusement. Les indépendants furent accusés d'avoir torpillé le mouvement; ils se disculpèrent facilement en prouvant qu'ils avaient alloué des indemnités de grève à ceux de leurs ouvriers participant au conflit.

Le 2 juin les ouvriers des Grandes Carrières des Vosges de Schwartzbach entrèrent dans une lutte avec le but d'augmenter leurs salaires. La plupart étaient organisés dans les syndicats indépendants. La grève se prolongea pendant près de cinq semaines; mais elle échoua complètement; la Direction faisant appel à des ouvriers

étrangers, les anciens jugèrent plus prudent de reprendre le travail.

Commencement octobre, les tailleurs de pierre de Colmar engagèrent une lutte de trois semaines; ils furent augmentés de 15 centimes par heure.

Une demande d'augmentation de salaires de 10 % fut repoussée catégoriquement par la direction des établissements Jourdain à Altkirch. Le 21 août les ouvriers se mirent en grève; elle ne se termina que le 22 septembre. Les résultats ne furent guère brillants, une augmentation était promise mais ne serait accordée que dans un avenir indéterminé.

1931. — En 1931, les mouvements ouvriers de quelque importance furent extrêmement rares. Les conséquences de la crise économique que nous traversons actuellement se font durement sentir en Alsace et le chômage y sévit d'une façon particulièrement grave. Ces faits incitent certainement les intéressés et leurs organisations à une prudence extrême, et c'est ce qui explique en grande partie le calme et la modération de la classe ouvrière.

Voici retracées dans leurs grandes lignes les luttes souvent âpres et violentes soutenues par les ouvriers alsaciens. Les conflits furent nombreux et souvent bien menés; les caractéristiques essentielles qui se dégagent de cette courte étude sont les suivantes : division intestine fort accentuée dans la classe ouvrière, mouvements souvent ordonnés sans organisation et étude préalables et enfin indifférence et lassitude des ouvriers qui, en compensation des misères endurées avec courage, n'obtiennent souvent pas ce que leurs

organisations avaient promis pour stimuler leur zèle. Plein de découragement ils se détourneront des syndicats et resteront isolés. Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité des grèves se soit terminée par un échec complet pour la classe ouvrière.

Depuis la guerre, la lutte des ouvriers pour leurs revendications matérielles et morales fut assez vive; malheureusement, les réussites furent plus rares que les succès. Sur 427 grèves qui se produisirent en Alsace de 1919 à 1928, 98 seulement furent couronnées de succès, 211 échouèrent franchement. Les autres conflits furent réglés par des transactions entre organisations ouvrières et patronales ou patrons isolés, transactions où les ouvriers firent entrer des clauses souvent favorables à leur cause, mais où les patrons protégèrent vigoureusement leurs intérêts.

Ces chiffres cependant n'ont pas toujours un sens bien exact. Il arrive souvent que le patron a des commandes importantes à livrer; dans la crainte de perdre le marché, il accédera à toutes les demandes ouvrières. Plus tard, il reviendra en arrière, congédiera son personnel pour engager des ouvriers à un salaire plus bas. Dans ce cas, la victoire ouvrière n'a été qu'apparente.

Le cas inverse peut se produire; les patrons refusent de traiter et la grève échoue. Néanmoins, se rendant compte que cette victoire est précaire, ils accordent quelques jours plus tard le relèvement demandé; les ouvriers triomphent donc en dernier lieu.

II. — Les contrats collectifs de travail.

L'existence de groupements professionnels reconnus par la loi, l'exercice légal d'un droit de coalition, la

funeste mais réelle pratique des grèves, doivent naturellement conduire les employeurs et les salariés à la conclusion de contrats collectifs de travail. Ces conventions, fixant les conditions du travail et les différentes modalités et taux des salaires, devraient grâce à des organismes de conciliation et d'arbitrage, sinon écarter définitivement, du moins apaiser et éviter les conflits dont souffrent patrons et ouvriers.

Le premier avantage qui en résulte et le plus évident c'est de rétablir la justice et la dignité dans les relations du travail. La base de l'accord est un contrat véritable, conclu sur un pied d'égalité entre les deux parties contractantes; par là même la convention collective est un instrument de paix sociale. De plus elle tend à faire du syndicat l'organe officiel de la profession.

Dans l'état actuel des choses, la réglementation des conditions du travail ne peut provenir, indépendamment des pouvoirs publics, que d'un traité passé entre organisations ouvrières et organisations patronales : ce traité, c'est le contrat collectif.

Le grand problème qui préoccupait la classe ouvrière immédiatement après la guerre et dans les années qui ont suivi a été l'adaptation des salaires au niveau des prix. Les fluctuations du coût de la vie, parfois considérables à raison des désordres monétaires, ont poussé les ouvriers à préconiser l'adoption de l'échelle mobile des salaires qui devait leur garantir une rémunération proportionnelle au renchérissement rapide et croissant des objets de première nécessité. Grâce à ce système, une partie du salaire est variable en hausse et en baisse selon les variations concomitantes de l'indice du coût de la vie établi par l'Office de statistique d'Alsace-Lorraine ou par

le Bureau municipal de statistique de la ville de Strasbourg. Un grand nombre de conventions collectives adoptèrent ce principe. La clause du paiement or n'a été que très peu employée en Alsace.

Ce traité, conclu entre les deux parties en présence, doit, pour atteindre son but, éviter autant que possible que les frictions et les différends résultant de son application ne tournent en conflits aigus et dégénèrent en grèves. Toutes les concessions faites de part et d'autre, tous les sacrifices consentis seraient vains sans l'institution de commissions de conciliation et d'arbitrage chargées de régler à l'amiable les litiges. Ces institutions sont prévues dans presque toutes les conventions signées en Alsace depuis la guerre. Les contrats sont en général très détaillés; leur durée est souvent limitée à un an ou deux; des délais de dénonciation et de préavis sont prévus, au cas où ils ne seraient pas respectés la convention se renouvelle automatiquement pendant une autre année.

Dans un certain nombre d'industries importantes, des contrats collectifs, portant sur les salaires et les conditions de travail, ont été conclus ou renouvelés, notamment dans le premier semestre de 1919 et encore en 1920. A cette époque, les syndicats ouvriers alsaciens étaient assez puissants, les organisations cégétistes groupant en fait l'immense majorité des ouvriers, pour pouvoir imposer au patronat l'adoption de conventions collectives débattues sur pied d'égalité. L'union et la cohésion des travailleurs leur conféraient une puissance et une force contre laquelle les patrons ne pouvaient guère lutter — au début tout au moins.

On peut affirmer que pendant les trois années qui

suivirent la guerre les trois quarts des ouvriers jouissaient de conditions de travail et d'une rémunération librement fixées. Mais le déclin du syndicalisme, le peu de solidarité entre les différentes organisations et l'émiettement de leurs adhérents ont eu pour conséquence la disparition quasi-totale des conventions collectives en Alsace : dans l'industrie textile, dans les mines de potasse, dans la métallurgie, il n'en existe plus depuis longtemps. Seuls les ouvriers de l'industrie du livre en jouissent encore. Cette navrante constatation nous montre, plus que toutes les statistiques plus ou moins imparfaites, l'impuissance profonde des syndicats en Alsace.

**Principales conventions collectives existant en Alsace en 1919 et 1920
entre organisations patronales et ouvrières**

Nom et siège des organisations contractantes.	Branches d'industries et durée de l'accord.	Territoire sur lequel elles s'appliquent.	Procédure d'arbitrage prévue.
Syndicat des entrepreneurs du Haut-Rhin à Mulhouse et Syndicat des ouvriers du bâtiment du Haut-Rhin à Mulhouse.	Maçons, charpentiers, terrassiers et manœuvres. 18.7.19. 31.3.1921.	Département du Haut-Rhin.	Commission arbitrale et Commission de tarif.
Les mêmes organisations que ci-dessus.	Plâtriers 1 ^{er} 7.19, 31.8.1921.	Département du Haut-Rhin.	Commission arbitrale et Commission de tarif.
Corporation des entrepreneurs en peinture du Haut-Rhin et Syndicat des ouvriers du bâtiment du Haut-Rhin.	Peintres. 1.5.19., 1.5.1920 renouvelée.	Arrondissements de Mulhouse, Altkirch, Guebwiller et Thann.	Commission arbitrale.
MM. Helmer, séquestre général et Vogt, directeur général des mines de potasse du Haut-Rhin, et Syndicat des mineurs du Haut-Rhin.	Mines de potasse. 10.9.19. 10.9.1920.	Bassin minier du Haut-Rhin.	Commission arbitrale.

Fédération des entrepreneurs à Strasbourg et Syndicat des ouvriers du bâtiment du Bas-Rhin à Strasbourg.	Maçons, charpentiers, terrassiers, manœuvres, tailleurs de pierres, plâtriers 1. 7.19 1.5. 1920 renouvelée. Maçons, charpentiers et manœuvres 5.7.19 1.5. 1920 renouvelée.	Ville de Strasbourg.	Commission arbitrale
Syndicat des industries du bois à Strasbourg et environs et Syndicat des ouvriers sur bois du Bas-Rhin.	Menuiserie, Ebénisterie et façonnage du bois. 1.6.19 1.4.1920 renouvelée.	Bischwiller, Haguenau, Walbourg Sélestat.	Commission arbitrale
Fédération des entrepreneurs d'Alsace à Strasbourg et Syndicat des ouvriers sur bois du Bas-Rhin à Strasbourg.	Menuiserie, Ebénisterie et façonnage du bois 1.6.19 1.4.1920 renouvelée.	Strasbourg, Schiltigheim, Bischeim, Honheim et Grafenstaden.	Commission arbitrale.
Usine à gaz de Strasbourg et Syndicat des ouvriers des concurrences et de l'Etat du Bas-Rhin à Strasbourg.	Usine à gaz. 1. 3.19, 31.3.1920 renouvelée.	Arrondissements de Haguenau et de Wissembourg.	Commission arbitrale.
Compagnie des tramways à Strasbourg et Syndicat des ouvriers de transport du Bas-Rhin à Strasbourg.	Tramways. A partir du 23.7.1919 pour une durée indéterminée. Peut être dénoncée dans un délai d'un mois.	Ville de Strasbourg.	Mairie de Strasbourg.
Syndicat des propriétaires de scieries d'Alsace à Strasbourg et Syndicat des ouvriers du bois et du bâtiment du Bas-Rhin à Strasbourg.	Scieries mécaniques. 1.7.19, 1.5.1920 renouvelée.	Strasbourg.	Commission arbitrale
Corporation des patrons ferblantiers et installateurs de gaz et eau et Syndicat des ouvriers en métaux du Bas-Rhin.	Serrurerie 13.10.19, 1.10.1920.	Alsace.	Commission arbitrale.
Syndicat des entrepreneurs électriciens et Syndicat des ouvriers en métaux du Bas-Rhin.	Installations d'électricité 9.10.19, 1.10. 1920.	Strasbourg et environs.	Commission de conciliation et d'arbitrage.
Syndicat des maîtres tailleurs de Strasbourg et Syndicat des ouvriers de l'habillement du Bas-Rhin.	Marchands tailleurs 27.6.19, 31.3.1920 renouvelée jusqu'au 31.3. 1921.	Strasbourg et environs.	Commission de conciliation et d'arbitrage.

Syndicat des patrons couturiers et couturières et Syndicat des ouvriers de l'habillement du Bas-Rhin	Robes et confections 19.5.19, 31.3.20 renouvelée.	Strasbourg et environs.	Commission arbitrale.
Syndicat de la boucherie de Strasbourg et Syndicat des ouvriers de l'Alimentation du Bas-Rhin.	Bouchers, charcutiers, tripiers et abatteurs. 1.1.20, 3.12. 1921.	Strasbourg et environs.	Commission arbitrale.
Syndicat des imprimeurs d'Alsace et de Lorraine et Fédération française des travailleurs du livre, groupe régional d'Alsace et de Lorraine.	Imprimerie 1.1.20, 31.12.20.	Alsace et Lorraine.	Commission arbitrale.
Mines de Pechelbronn et Syndicat des ouvriers de fabriques du Bas Rhin.	Totalité des établissements 1.4.20, 31.3.20.		Commission de conciliation.
Syndicat industriel alsacien et Syndicat des ouvriers du textile du Haut-Rhin.	Textile (durée indéterminée dénonciation de deux mois).	Mulhouse et environs.	

Le même tarif, avec quelques modifications, a été appliqué à la région de Colmar en vertu de l'accord mettant fin à la grève du 16-17 mars 1920.

Groupement économique de Guebwiller et Syndicat des ouvriers du textile du Haut-Rhin, Section de Guebwiller.	Textile (3.11.19 durée indéterminée).	Guebwiller et vallée de Guebwiller.	
Syndicat des constructeurs mécaniciens du Bas-Rhin et Syndicat des ouvriers métallurgistes du Bas-Rhin.	Mécanique 1.4.20, 31.12.20.	Bas-Rhin.	
Chambre syndicale de la mécanique, de la métallurgie et des industries annexes du Haut-Rhin et Syndicat des ouvriers métallurgistes du Haut-Rhin.	Métallurgie et mécanique 12.5.1920, durée indéterminée.	Haut-Rhin.	
Syndicat des brasseries de Strasbourg et environs et Syndicat des ouvriers de l'alimentation du Bas-Rhin.	Brasserie (Malterie) 1.4.20, 1.4.21.	Strasbourg et environs.	Commission arbitrale sous la présidence du Conseil de Prud'hommes de Strasbourg.

Syndicat des minotiers et Syndicat des ouvriers de l'alimentation du Bas-Rhin.	Minoterie jusqu'au 31.12.1920.	Strasbourg.	Commission arbitrale.
Maisons d'expéditions de Strasbourg et Syndicat des ouvriers de transports du Bas-Rhin.	Expéditions et camionnage 8.3.20, 1.3.21.	Strasbourg et environs.	
Etablissements d'entrepôt et de navigation du port de Strasbourg et syndicat des ouvriers de Transport du Bas-Rhin.	Toutes catégories d'ouvriers du port. 1.2.1920, 1.3.1921.	Strasbourg.	Commission arbitrale.

En outre, il existait des conventions entre syndicats ouvriers et industriels isolés.

Les contrats collectifs furent donc extrêmement nombreux en Alsace durant la première période de l'histoire syndicale; les organisations ouvrières ont fait preuve, pendant les premières années d'après-guerre, d'une louable activité, le nombre très élevé de leurs membres, la cohésion de la masse ouvrière leur ayant conféré une autorité et une force que les entrepreneurs ne pouvaient certes pas méconnaître.

Nous allons suivre l'évolution de ces contrats, retracer leurs clauses principales et montrer comment la plupart d'entre eux furent dénoncés soit par les syndicats ouvriers soit par les organisations patronales. Ces dernières, se sentant maîtres des conditions de travail par suite du manque de cohésion des ouvriers, opposeront les plus grandes difficultés à la reprise des relations contractuelles, puis refuseront carrément de traiter dans la période actuelle.

Nous allons passer en revue les principales branches

d'industries et nous montrerons comment l'action et l'activité syndicales s'y sont exercées en vue d'améliorer le sort de la classe ouvrière par des conventions collectives de travail.

Les organisations ouvrières de l'alimentation engagent maintes luttes afin d'obtenir des conditions de travail stables et des salaires en rapport avec l'augmentation constante du coût de la vie.

La plus grande partie des ouvriers organisés dans les différents syndicats de l'industrie alimentaire travaillent dans les brasseries, très nombreuses et très florissantes à Strasbourg et environs.

Le 1^{er} avril 1920 fut signée entre le Syndicat des ouvriers de l'alimentation du Bas-Rhin et les Brasseries alsaciennes, la brasserie de l'Espérance, du Pêcheur, de la Perle, de la Patrie à Schiltigheim, la Brasserie de Cronembourg, la Brasserie Gruber à Koenigshoffen, une convention collective de travail valable pour une année. Le délai de dénonciation y était fixé à trois mois; à défaut de préavis dans le délai stipulé, le contrat était renouvelé automatiquement pour une nouvelle année. Au point de vue de la révision des salaires, il était entendu qu'une hausse ou une baisse pouvait avoir lieu dans la période du 15 septembre au 1^{er} octobre et du 15 mars au 1^{er} avril, afin de mettre la rémunération en harmonie avec l'indice du coût de la vie de la statistique municipale de Strasbourg.

Les délégués ou les syndicats ouvriers devaient régler à l'amiable toutes les contestations qui se produiraient dans l'exécution de la convention; au cas où aucun accord ne pourrait s'établir une commission arbitrale composée de deux membres de chaque partie contrac-

tante, sous la présidence du président du conseil de prud'hommes, trancherait définitivement le litige.

Ce contrat fut plusieurs fois renouvelé et une augmentation de salaires fut accordée à maintes reprises. Pour y trouver l'échelle mobile des salaires, il faut cependant remonter à la conclusion d'un nouveau contrat le 1^{er} janvier 1926, valable jusqu'au 1^{er} mars 1927. Ce contrat, signé par les trois organisations ouvrières, règle la question des salaires de la façon suivante : une hausse de 25 points de l'indice du coût de la vie tel qu'il a été fixé lors de la signature de la convention (495) donne lieu à une augmentation automatique du salaire hebdomadaire de cinq francs, pour les ouvriers qualifiés et de 2 francs pour les manœuvres et cela à partir du 1^{er} avril et du 1^{er} octobre. Une baisse de 35 points par contre, donne lieu aux mêmes dates à une diminution correspondant à l'augmentation.

Ce contrat fut renouvelé en 1927 pour une nouvelle année par les trois organisations ouvrières. En 1929 seule l'organisation cégétiste le renouvela ; les communistes, et les indépendants qui groupent 80 % des ouvriers de cette branche, le dénoncèrent.

Une convention analogue existait dans les brasseries de Mulhouse, Colmar et de Lutterbach. Une grève organisée par les syndicats communistes, concurremment avec la grève générale décrétée en protestation contre la guerre du Maroc (12 octobre 1925), donna l'occasion aux brasseurs de déclarer le contrat définitivement résolu.

Le Syndicat des ouvriers de l'alimentation signa également un certain nombre de conventions collectives avec le Syndicat de la boucherie de Strasbourg et environs. La première convention, qui règle les conditions

du travail des garçons bouchers, charcutiers, tripiers et abatteurs, fut signée du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1921; elle fut modifiée du 1^{er} février 1923 au 31 janvier 1924, puis du 1^{er} février 1926 au 31 mars 1927.

L'arbitrage dans ces différents contrats collectifs fut réglé de la façon suivante : les patrons et les ouvriers nommeront deux arbitres lesquels désigneront un président. Si aucun accord ne pourra être réalisé pour la désignation du président, celui-ci sera nommé par le président du conseil de prud'hommes.

L'échelle mobile des salaires, qui n'existait pas dans le premier contrat, fut introduite le 1^{er} février 1923. La base de l'indice du coût de la vie fut fixée à 335; une variation de 15 points devait entraîner automatiquement une hausse ou une baisse de la rémunération variant suivant le salaire minimum accordé à chaque catégorie d'ouvriers (pour un salaire hebdomadaire de 112 à 130 francs par exemple, l'augmentation ou la diminution fut fixée à 4 francs 80 par semaine; pour un salaire de 105 francs, la variation de rémunération fut de 4 francs 50, pour un salaire de 100 francs, 4 francs 30, etc...).

En 1926, la base de l'indice du coût de la vie fut établie à 500; une variation de 15 points de cet indice entraînait une diminution ou une augmentation de salaires de 6 francs par semaine pour les ouvriers au-dessus de 24 ans, de 5 francs pour ceux au-dessous de 24 ans, de 4 francs pour les ouvriers et apprentis au-dessous de 21 ans.

Des conventions analogues furent signées dans la boulangerie. La principale fut conclue le 19 avril 1920 à Strasbourg et environs.

Le Syndicat des minotiers et le Syndicat des ouvriers de l'alimentation du Bas-Rhin signèrent une convention du 1^{er} janvier au 31 décembre 1920. Une commission arbitrale devait régler les litiges soulevés par l'exécution du contrat.

Des industriels isolés réalisèrent également un accord avec les organisations ouvrières : par exemple entre le Syndicat des employés du Bas-Rhin et les Grandes Brasseries Alsaciennes et Brasseries de l'Espérance; le 1^{er} octobre 1920 contrat entre M. Lévy, propriétaire des Malteries Hatt, à Schiltigheim, et le Syndicat des ouvriers de l'alimentation.

Examinons maintenant les divers contrats conclus dans l'industrie du bâtiment en commençant par le Bas-Rhin.

Le 1^{er} juillet 1919 fut conclue une convention collective de travail entre la Fédération des entrepreneurs de Strasbourg et le Syndicat des ouvriers du bâtiment du Bas-Rhin à Strasbourg. Ce contrat, valable jusqu'au 1^{er} mai 1920, fixait les conditions de travail des maçons, charpentiers, terrassiers, manœuvres, tailleurs de pierres et plâtriers de la ville de Strasbourg au nombre de 4.000; il prévoyait une commission arbitrale en cas de différend survenu dans son application. Il fut renouvelé pour une année et prit fin avec la grève qui éclata du 7 au 9 mai 1922. Un nouveau contrat qui dura jusqu'au 1^{er} avril 1924 fut signé à la fin de la grève par les organisations cégétistes et indépendantes. Le 1^{er} avril 1924, malgré une clause qui prévoyait des négociations pour la conclusion d'un nouveau contrat, la Fédération des entrepreneurs opéra une réduction de salaires et se refusa catégoriquement à signer une autre convention. Il en

résulta une grève qui dura jusqu'au 5 juin sans aboutir à des résultats. Depuis lors, les ouvriers du bâtiment ne connaissent plus de salaires et de conditions de travail librement débattus sur pied d'égalité avec leurs patrons.

Ces différents contrats applicables à Strasbourg et environs (Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden, etc.) après avoir prévu huit heures de travail établissent (sauf les deux premiers où il est dit qu'une variation de large amplitude du coût de la vie, donnera ouverture à des négociations relatives aux salaires) l'échelle mobile des salaires sur la base suivante : Article 10 du contrat 1921 : « Une révision des salaires est à opérer chaque fois qu'une variation du coût de la vie de 10 % est à constater et ce à partir du moment de la dernière fixation des salaires. Pour savoir si le coût de la vie a subi une variation de 10 %, la statistique officielle établie par le Bureau municipal de statistique de la ville de Strasbourg est à prendre comme base. » Dans le contrat de 1922 à 1923 on prit en considération une variation de 15 % de l'indice du coût de la vie, celui-ci étant de 330 lors de la signature de la convention collective. La même formule fut adoptée l'année après, l'indice de base étant relevé à 372.

Les diverses modalités du paiement des salaires, de la rémunération des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche, firent l'objet de plusieurs articles. Les conflits qui pourraient s'élever à l'occasion de ces différents contrats devaient être tranchés par une commission arbitrale « composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers... les membres sont élus par les organisations locales... les réquisitoires sont à adresser à la

commission arbitrale dans un délai exclusif de huit jours après le litige ». Un essai de conciliation devait avoir lieu auparavant. L'appel contre les décisions de cette commission était admis. Une cour arbitrale paritaire tranchait le litige en dernière instance; elle était présidée par un président élu par les deux parties.

Le contrat de 1920 à 1921 fut modifié pour les peintres en bâtiment le 25 juin 1921; pour les ouvriers cimentiers le 15 juin 1921; pour les tailleurs de pierre le 7 juin 1921, pour les plâtriers le 2 juin 1920. Ces différentes modifications portaient essentiellement sur des questions relatives aux salaires.

Toutes ces dispositions se retrouvent dans tous les contrats conclus dans cette branche à Strasbourg. Malgré le système si ingénieux de l'échelle mobile de salaires et la constitution des commissions d'arbitrage, qui devaient si non écarter du moins trancher impartialement les litiges, de nombreuses grèves, souvent injustifiées furent menées. C'est la raison pour laquelle le patronat se désintéresse actuellement des conventions collectives.

Les maçons, charpentiers et manœuvres de Bischwiller, Haguenau, Walbourg et Selestat ont obtenu l'application de cette convention dans leur territoire le 5 juillet 1919. Ce contrat fut renouvelé et modifié plusieurs fois et prit fin le 30 mars 1924.

Des conventions moins importantes furent signées entre entrepreneurs isolés et groupements ouvriers par exemple entre les propriétaires des Tuileries de Hochfelden et le Syndicat des ouvriers du bâtiment le 1^{er} avril 1921; cette convention prévoyait une commission arbitrale. Elle fut plusieurs fois renouvelée, à la satisfaction des deux parties contractantes.

Les ouvriers du bâtiment du Haut-Rhin arrivèrent dès le 19 juillet 1919 à conclure une convention collective avec le Syndicat des entrepreneurs de Mulhouse valable jusqu'au 31 mars 1921 pour tous les maçons, charpentiers, terrassiers et manœuvres du département du Haut-Rhin, convention qui fut renouvelée jusqu'au 31 août 1922. La demande ouvrière quant à l'introduction d'une échelle mobile des salaires fut repoussée, les ouvriers s'engageant à ne pas demander d'augmentation pendant la durée du contrat. Une commission arbitrale et une commission de tarif furent instituées en vue de régler les conflits qui s'élèveraient dans l'exécution de la convention. Le 19 juillet 1919 le syndicat des plâtriers y adhéra de même.

La Corporation des entrepreneurs en peinture du Haut-Rhin signa également une convention collective avec le Syndicat des ouvriers du bâtiment de la région de Mulhouse, Altkirch, Guebwiller et Thann du 1^{er} mai 1919 au 1^{er} mai 1920. Cette convention, renouvelée à son expiration, prévoyait comme procédure d'arbitrage une commission paritaire arbitrale.

Dans le Haut-Rhin comme dans le Bas-Rhin il n'existe depuis 1924 plus de conventions collectives dans l'industrie du bâtiment à l'exception des plâtriers de la région de Mulhouse qui, après une grève de 12 semaines, sont arrivés à la signature d'un contrat du 1^{er} octobre 1929 au 1^{er} avril 1931. Les salaires sont fixés de la façon suivante : salaire horaire 5 francs 50, à partir du 1^{er} avril 1930: 5 francs 75 et du 1^{er} octobre 1930: 6 francs. Si le chiffre indice augmente de 25 points une rémunération supplémentairesera accordée. Une commission de conciliation est prévue.

Dès 1916, les ouvriers de l'industrie du bois ont eu une convention collective; leurs salaires ont augmenté de 100 % de 1916 à 1919.

Le Syndicat des industries du bois de Strasbourg et environs et le Syndicat des ouvriers sur bois ont conclu une convention collective de travail, englobant les ouvriers de la menuiserie, de l'ébénisterie et du façonnage du bois, du 1^{er} janvier 1919 au 1^{er} avril 1920; elle était valable dans les entreprises de Strasbourg, Shiltigheim, Bischheim, Hohnheim et Graffenstaden. Elle prévoyait un délai de préavis de trois mois, ce délai étant écoulé sans dénonciation, la convention est maintenue en vigueur pendant une nouvelle année.

Les principales clauses de ce contrat furent les suivantes : malgré l'introduction de la journée de huit heures à partir du 1^{er} juillet 1919 aucune diminution de salaire ne sera effectuée. Si le coût de la vie augmentait ou diminuait, des conversations pourraient s'engager entre les parties contractantes en vue d'adapter les salaires au coût de la vie à partir du 1^{er} avril 1919. Une commission arbitrale composée de trois ouvriers et de trois patrons élus et présidée par un patron, est appelée à résoudre les questions litigieuses. Si malgré cela aucune entente n'est possible, le conflit sera soumis à un arbitre, élu par la commission arbitrale et dont la décision sera irrévocable.

La même convention collective fut étendue quelques jours après sa signature, aux arrondissements de Haguenau et de Wissembourg.

Le 1^{er} avril 1920, cette convention, légèrement modifiée, fut renouvelée jusqu'au 1^{er} avril 1921. Le salaire minimum des ouvriers au-dessous de 20 ans fut fixé

à 1 franc 50, pour ceux de 20 ans à 25 ans à 1 franc 70 et pour ceux au-dessus à 1 franc 97. Ce changement se ramène à une augmentation de 30 à 40 centimes par heure. Le 1^{er} octobre 1920 des conversations relatives aux salaires aboutirent à une augmentation de 25 centimes par heure pour les ouvriers qualifiés et de 20 centimes pour les manœuvres. Cette convention fut renouvelée et le 31 mars 1922 l'échelle mobile des salaires fut introduite par une décision arbitrale; ce système de rémunération fut maintenu dans la nouvelle convention signée le 1^{er} avril 1923 valable jusqu'au 31 mars 1924.

Dans cette nouvelle convention les salaires minimum sont de 2 francs 60 pour les ouvriers qualifiés et de 2 francs 05 pour les manœuvres. L'échelle mobile des salaires est fixée de la façon suivante : « Art. 15. — Les salaires fixés à l'article 10 se règlent automatiquement pendant la durée du contrat, d'après la position du moment du nombre indice de la statistique mensuelle du coût de la vie, dressée par le bureau de statistique de la ville de Strasbourg. Le point de départ sera l'indice 330, correspondant au salaire minimum horaire de 2 fr. 60 pour les ouvriers qualifiés et de 2 fr. 05 pour les manœuvres. A chaque variation de 15 points au-dessus ou au-dessous de l'indice 330 correspondra automatiquement une hausse ou une baisse de salaires fixée à 10 centimes pour les ouvriers qualifiés et à 8 centimes pour les manœuvres... La première fixation automatique du salaire entrera en vigueur le 1^{er} avril 1923; les autres modifications de salaires entreront en vigueur par périodes mensuelles, commençant le 1^{er} du mois, suivant la fixation officielle d'un indice entraînant une modification des salaires. »

Cette réglementation si détaillée de l'échelle mobile des salaires est peut-être la plus ingénieuse que les ouvriers alsaciens aient connu. Les patrons croyaient abolir ainsi les causes des grèves si désastreuses pour les deux parties. Cependant les conflits loin d'être évités n'en continuaient que plus; c'est la raison pour laquelle aucune convention collective n'existe plus dans l'industrie du bois en Alsace.

Une convention fut signée entre le Syndicat des propriétaires de scieries d'Alsace et de Lorraine et le Syndicat des ouvriers du bois le 1^{er} juillet 1919 valable sur tout le territoire du Bas-Rhin jusqu'au 1^{er} mai 1920. Cette convention fut renouvelée jusqu'en 1921; elle prévoyait un délai de dénonciation d'un mois faute de quoi le contrat serait prolongé pendant une nouvelle année. Les salaires variaient de 1 fr. 35 pour les ouvriers et de 1 fr. 20 pour les mécaniciens à 0 fr. 75 pour les manœuvres âgés de seize à dix-huit ans. Toute augmentation ou diminution de salaire devait être débattue à l'amiable entre délégués ouvriers et représentants patronaux. Une commission arbitrale, sous la présidence d'un arbitre élu par les parties contractantes, était appelée à trancher les conflits. En 1921 ce contrat ne fut plus renouvelé.

Plusieurs conventions secondaires existaient à la même époque dans la même branche; comme exemple, on peut citer celle conclue entre l'organisation ouvrière de l'industrie du bois et la tonnellerie Frühinsholz valable pour une année.

La première convention collective conclue dans l'industrie de l'habillement le fut entre le Syndicat des patrons couturiers et couturières et le Syndicat des ouvriers de l'habillement du Bas-Rhin à Strasbourg, le

19 mai 1919 valable jusqu'au 31 mars 1920. Cette convention fut plusieurs fois renouvelée après de multiples modifications.

L'échelle mobile des salaires ne fut tout d'abord pas introduite, mais il était stipulé que « les deux parties contractantes ont le droit pendant les périodes du 15 au 30 septembre et du 15 au 31 mars, au cas d'une sensible hausse ou baisse du coût des vivres, de réclamer une révision des salaires ». Les effets de ce contrat, faute d'une dénonciation au moins un mois avant son expiration, devaient se prolonger de six mois en six mois par tacite reconduction. La convention était muette quant au règlement des difficultés que son exécution pourrait soulever.

Le Syndicat des maîtres tailleurs de Strasbourg et le Syndicat des ouvriers de l'habillement du Bas-Rhin signèrent le 27 juin 1919 une convention collective valable jusqu'au 31 mars 1920; elle fut renouvelée jusqu'au 31 mars 1921. Une commission de conciliation et d'arbitrage y était prévue. Le délai de préavis était de six semaines.

Le 1^{er} juin 1923, une autre convention fut conclue entre les mêmes parties; elle devait expirer le 31 mai 1924. L'échelle mobile des salaires y fut introduite par la clause suivante : « Art. 11. — En prenant pour base le chiffre indice fixé pour le 15 mai 1923 et qui correspond aux salaires ci-dessous fixés, un balancement de 15 points soit vers le haut soit vers le bas, entraînera automatiquement une augmentation ou une diminution et cela de telle sorte que pour les salaires primitifs de 2 fr. 70, les 15 points seront calculés égaux à 0 fr. 10. » La commission de conciliation et d'arbitrage, prévue dans le premier contrat, fut supprimée dans le second. Une

lettre recommandée, envoyée par une des deux parties à l'autre avant l'expiration du contrat, suffisait pour le résoudre.

Cette convention, modifiée dans ses détails (salaires de base, indice de base du coût de la vie, etc...) est encore valable aujourd'hui.

Les teintureries de Strasbourg et la même organisation ouvrière réglèrent par une convention du 15 avril 1920 les conditions de travail du personnel ouvrier; la convention, valable jusqu'au 31 mars 1921, fut dénoncée un mois avant son expiration.

Au mois de mai 1920 fut signé un contrat collectif entre la Confédération des fabricants de chaussures et le Syndicat de l'habillement, pour une durée d'une année, valable à Strasbourg et à Bischheim. Des pourparlers directs entre délégués ouvriers et patrons devaient résoudre les différends; exceptionnellement, en cas de conflit grave, les intérêts ouvriers pouvaient être défendus par leurs organisations.

Des conventions collectives furent en outre signées entre syndicats ouvriers et patrons isolés (par exemple Manufactures de broderie perlée et Syndicat des ouvriers de l'habillement; Fabrique de chaussures G. Roth et le même Syndicat, etc...). Du 24 octobre 1928 au 30 septembre 1929, il y eut une convention entre la fabrique de chaussures Zimmermann à Strasbourg-Neudorf et le Syndicat des ouvriers de l'habillement avec adoption de l'échelle mobile des salaires. Cette convention accorda six jours de vacances payées aux ouvriers travaillant depuis trois ans dans l'usine. Cette clause est assez rare dans les différentes conventions pour qu'elle mérite d'être soulignée.

Le Syndicat des ouvriers de fabrique signa deux principales conventions collectives.

La première fut celle conclue avec la Direction des Tanneries de France S. A., à Lingolsheim. De longues négociations furent nécessaires avant d'arriver à la conclusion d'un accord le 1^{er} mai 1920, valable pour une année dans les usines de Lingolsheim et de Benfeld.

Pour enlever tout effet à ce contrat, il devait être dénoncé au moins un mois avant son expiration, faute de quoi il se renouvelait tacitement pour une nouvelle année. Il ne contenait qu'une esquisse d'échelle mobile : à la première constatation d'une hausse ou d'une baisse de 20 points de l'indice du coût de la vie, fixé par le Bureau municipal de statistique de Strasbourg, des pourparlers devaient être engagés en vue d'une augmentation ou d'une diminution des salaires. Une commission arbitrale, composée d'un représentant de la direction, d'un ouvrier et du contre-maître de l'atelier ou éclaterait le conflit, était prévue.

Ce contrat, signé par les ouvriers cégétistes, communistes et indépendants, fut plusieurs fois renouvelée. L'échelle mobile des salaires, avec variation automatique de la rémunération, ne fut introduite que le 1^{er} mars 1923; le salaire augmenterait ou diminuerait par suite d'une hausse ou d'une baisse de 5 points de l'indice du coût de la vie.

Les 1.700 ouvriers qui avaient ainsi des conditions de travail et des salaires non seulement stables mais librement débattus entrèrent néanmoins en grève (poussés par les C. G. T. U.) le 12 octobre 1925. La conséquence de cette malheureuse agitation fut la rupture du contrat collectif et le refus catégorique de la Direction à entamer de nouvelles négociations.

Ce même syndicat signa en outre une convention avec la fabrique de cuirs et laines à Barr le 1^{er} septembre 1919, valable jusqu'au 30 avril 1921. Elle prévoyait un délai de préavis d'un mois, faute de quoi le contrat serait valable pour une durée indéterminée par tacite reconduction. Des pourparlers directs, autant que possible en dehors des organisations ouvrières, devaient apaiser tous les différends entre patrons et ouvriers.

Le 1^{er} avril 1920, les organisations groupant les ouvriers de fabrique signèrent une convention collective avec la Direction des mines de Pechelbronn, pour une durée d'une année. Elle fixa le délai de dénonciation à deux mois. La question de l'adaptation des salaires aux fluctuations du coût de la vie fut réglée de la façon suivante : du 15 au 30 septembre 1920 les deux parties contractantes ont la possibilité de faire convoquer une commission de salaires en vue de changer le taux de la rémunération fixée dans le contrat ; les demandes d'augmentation ou de réduction des salaires devront être appuyées sur des chiffres constatant une sensible variation de l'indice du coût de la vie.

Les délégués ouvriers, en cas de difficultés concernant l'exécution de la convention devront chercher à régler à l'amiable le différend avec la direction des mines ; en cas d'échec des pourparlers la question devra être soumise à une commission de conciliation composée de trois membres de chaque partie contractante.

Une convention analogue fut signée entre l'Entreprise de Sondages à Schweighouse et le Syndicat des ouvriers de fabrique du Bas-Rhin. Les conditions de travail, les salaires, la rémunération des heures supplémentaires et la commission de conciliation furent réglés de la même façon que dans le précédent contrat.

Ces convention entre mines de Pechelbronn et organisations cégétistes et indépendantes furent renouvelées pour une année. La violente grève de six semaines et demie, du 7 mai au 22 juin 1923, terminée par une complète victoire patronale, marqua la fin des contrats collectifs conclus dans cette branche d'industrie qui emploie plus de 2.440 ouvriers. Nous retrouvons là une des raisons essentielles invoquées par le patronat pour justifier l'abandon des contrats collectifs; les discussions, les mécontentements et les grèves sont toujours aussi violents, malgré les relations contractuelles. Seul le patron aliène sa liberté; les ouvriers ne se sentent pas tenus.

Les 19.500 ouvriers travaillant dans la métallurgie et la construction mécanique ont eu deux principaux contrats collectifs, l'un dans le Haut-Rhin, l'autre dans le Bas-Rhin.

Le 1^{er} avril 1920, après une grève victorieuse, fut signée une convention collective entre le Syndicat des constructeurs mécaniciens et le Syndicat des ouvriers métallurgistes du Bas-Rhin qui s'appliquait à l'ensemble du département; elle était valable jusqu'au 31 décembre 1920. Une commission arbitrale fut instituée en vue de régler les litiges que soulèverait l'exécution de cette convention, formant le statut de 10.000 ouvriers. Elle fut dénoncée par eux le 1^{er} novembre 1920.

La Chambre syndicale de la mécanique, de la métallurgie et des industries annexes du Haut-Rhin et le Syndicat des ouvriers en métaux du Haut-Rhin signèrent, pour une durée indéterminée (clause très rare dans les contrats collectifs tels qu'ils furent élaborés à cette époque) une convention le 12 mai 1920, valable dans

toutes les entreprises groupées dans la Chambre syndicale du Haut-Rhin. Elle prévoyait une commission de conciliation composée en nombre égal de représentants de chaque partie contractante.

Conclue pour une durée indéterminée, elle n'eut pas un sort plus heureux que les nombreuses conventions signées à cette époque en Alsace; la Chambre syndicale la dénonça pour le 1^{er} décembre 1921.

A côté de ces deux contrats, liant la grande majorité des ouvriers des métaux, nombreuses furent les conventions moins importantes signées par les organisations ouvrières de cette branche d'industrie.

Dès le 9 octobre 1919, fut signé un contrat liant le Syndicat des entrepreneurs électriciens et le Syndicat des ouvriers en métaux du Bas-Rhin et s'appliquant aux ouvriers des installations électriques. Ce contrat, valable à Strasbourg et environs jusqu'au 1^{er} octobre 1920, fixa les salaires sans adopter le système de l'échelle mobile. Une commission de conciliation et d'arbitrage de quatre membres fut prévue, le président du conseil de prud'hommes statuant en dernier ressort. La convention ne fut pas renouvelée lors de son expiration.

Dans la serrurerie de Strasbourg et environs, un contrat signé le 15 octobre 1919 entre le Syndicat des patrons serruriers et le Syndicat des ouvriers en métaux du Bas-Rhin, prévoyait que des accords et des pourparlers amiables régleraient la question des salaires. Une commission de conciliation était chargée de trancher les questions litigieuses; en cas d'échec une commission arbitrale, sous la présidence du maire de Strasbourg devait trancher définitivement les conflits délicats.

Des clauses identiques se retrouvaient dans la convention signée le 18 août 1919 entre la Fédération des entre-

preneurs du bâtiment et des travaux publics d'Alsace-Lorraine et le Syndicat des ouvriers en métaux du Bas-Rhin dans les entreprises d'installation de chauffage central. Ces ouvriers sont encore actuellement en possession d'une convention.

La Corporation des patrons ferblantiers et installateurs de gaz et eau signa de nombreuses conventions avec le syndicat ouvrier précité. La première, le 15 septembre 1919, était valable jusqu'au 3 avril 1920 et prévoyait un délai de préavis d'un mois, ainsi qu'une commission de conciliation et d'arbitrage sous la présidence du président du conseil de prud'hommes. L'échelle mobile des salaires n'y existait pas.

Un nouveau contrat, avec fortes augmentations de salaires, entra en vigueur du 1^{er} mai 1920 au 31 avril 1921. A part l'augmentation précitée, l'innovation essentielle fut la création d'une commission de salaires, qui en cas de variation accentuée du coût de la vie, était chargée de se prononcer sur toute demande d'augmentation ou de réduction des salaires.

L'échelle mobile fut introduite par une convention du 1^{er} mai 1923, signée entre les mêmes parties contractantes, valable jusqu'au 30 avril 1924. Elle prévoyait une hausse ou une baisse automatique des salaires dès la constatation d'une variation de 15 points, en hausse ou en baisse de l'indice du coût de la vie du Bureau Municipal de Statistique de la ville de Strasbourg. L'indice de base était fixé à 372.

Cette fixation des salaires fut perfectionnée le 26 avril 1926 par une convention valable jusqu'au 30 avril 1927. Une variation de 15 % de l'indice du coût de la vie (base 515) devait entraîner une variation de 10 centimes dans le taux du salaire.

Après une grève de quelques jours, ces ouvriers obtinrent pour une période de trois ans un nouveau contrat collectif le 18 mars 1929. Une augmentation de salaires de 15 centimes leur fut assurée ainsi qu'un relèvement de 10 centimes pendant chaque année de la durée de la convention.

Des entrepreneurs isolés signèrent également des conventions avec les mêmes organisations ouvrières (Maison A. Uhlig, fabricant de foyers; Société alsacienne de Constructions métalliques à Graffenstaden du 13 juin 1919 au 1^{er} décembre 1919, etc., etc.).

Dans le Haut-Rhin, l'activité du Syndicat des ouvriers en métaux fut également très grande. En plus du contrat déjà cité, nous trouvons une convention entre la Corporation des maîtres ferblantiers et installateurs de Mulhouse et la Fédération des ouvriers en métaux, section Mulhouse, signée le 1^{er} octobre 1922, valable jusqu'au 30 septembre 1923. Elle stipulait que des pourparlers en vue de modifier les salaires auraient lieu après chaque hausse ou baisse de 10 points de l'indice du coût de la vie. Une commission de conciliation était prévue; en cas d'échec le président du conseil de prud'hommes était chargé de rendre une sentence arbitrale.

Différents contrats collectifs furent signés entre la Direction de l'électricité de Strasbourg S. A. et le Syndicat des ouvriers métallurgistes. Le premier entra en vigueur du 1^{er} juin 1919 au 1^{er} juillet 1920; le délai de préavis y était fixé à deux mois, faute de quoi les effets du contrat se prolongeraient pendant une nouvelle année. En cas de dénonciation, la partie ayant pris l'initiative de cette mesure, devait présenter obligatoirement un nouveau projet de convention; il devait être discuté par une commission et en cas d'impossibilité d'entente le maire de Strasbourg était désigné comme arbitre.

Une commission de conciliation, composée de deux délégués ouvriers et de deux représentants de la direction, était prévue pour apaiser les litiges entre parties contractantes. L'arbitrage était dévolu au maire de Strasbourg.

Ce contrat fut renouvelé lors de son expiration jusqu'au 30 juin 1921. Les conditions de dénonciation, les organismes chargés de prévenir et de trancher les conflits restaient identiques à ce qu'ils étaient dans la première convention. Les salaires furent augmentés mais l'échelle mobile ne fut pas introduite.

Une autre convention, calquée sur la précédente, entra en vigueur le 1^{er} janvier 1922 pour être valable jusqu'au 30 septembre 1922.

La Compagnie des compteurs de Strasbourg fut également liée à ses ouvriers par plusieurs contrats collectifs de travail.

Le 27 juillet 1919, la grève générale fut déclarée dans les mines de potasse du Haut-Rhin après plusieurs grèves partielles. Elle se termina le 10 septembre 1919 par la signature entre M. Helmer, séquestre général, et M. Vogt, directeur général des mines de potasse du Haut-Rhin, et le Syndicat des mineurs du Haut-Rhin à Mulhouse ainsi que par les syndicats indépendants, d'un contrat collectif pour une durée d'un an; cette convention fixait les conditions de travail de 5.272 ouvriers et cette considération nous montre toute l'importance de la question pour la population ouvrière du Haut-Rhin.

Ce contrat collectif fixait la durée du travail à six heures par jour pour les ouvriers du fond, non compris le temps de la montée et de la descente et à huit heures pour ceux du jour. Diverses modalités de salaires étaient prévues : salaires au temps et salaires à la tâche. Ce con-

trat, à moins d'une dénonciation au moins quatre semaines avant son expiration par une des parties contractantes, était maintenu en vigueur de trois mois en trois mois. De nombreux organismes étaient chargés de prévenir et de trancher les contestations futures : les délégations ouvrières devaient, avant le recours aux diverses commissions constituées, présenter les doléances ouvrières à la direction; en cas d'échec des pourparlers une commission de conciliation était appelée à arranger le litige à l'amiable, puis, à défaut d'entente, un comité d'arbitrage composé de trois membres de chaque partie contractante sous la présidence d'un tiers étranger, rendait une décision définitive. Toutes les mesures possibles étaient donc prises pour éviter les conflits violents.

La dénonciation de ce contrat devait avoir lieu au plus tard le 13 août 1920. Dès le 1^{er} août des négociations s'engagèrent entre organisations syndicales et représentants de la direction. Les revendications ouvrières portaient surtout sur des questions de salaires. Faisant remarquer que l'indice du coût de la vie s'était élevé de 30 % depuis la conclusion de l'accord, les syndicats ouvriers demandaient une augmentation de salaires de 10 %. La direction par contre prétendait ne pas pouvoir aller plus loin que 5 %.

Le 20 octobre les négociations directes furent rompues; quelques jours après un referendum fut organisé par les syndicats ouvriers dans tout le bassin minier du Haut-Rhin afin de connaître par ce moyen l'opinion des intéressés. L'immense majorité des mineurs, 80 % d'après le *Républicain du Haut-Rhin*, journal syndical de la région, ne se contentant pas des 5 % accordés par la direction, se prononça en faveur de la grève. Devant cette attitude des ouvriers les négociations furent

reprises et un nouveau contrat, identique au précédent, fut signé le 4 novembre 1920. Une augmentation de salaires très satisfaisante fut obtenue grâce à la solidarité des mineurs et à l'étroite collaboration des différentes organisations syndicales.

L'indice du coût de la vie du *Bulletin de la statistique générale de la France* fut pris comme base des changements du niveau des salaires.

Le 4 mai 1923 ce deuxième contrat fut dénoncé par le syndicat cégétiste, le syndicat communiste et l'organisation indépendante, les salaires en dépit des clauses stipulées étant trop fortement réduits et des atteintes ayant été portées à la journée de six heures.

La Direction par contre reprocha aux syndicats d'avoir provoqué et soutenu la grève partielle dans les puits Alex. Cette attitude était tout à fait contraire à la convention puisque celle-ci obligeait les organisations ouvrières à les empêcher.

Une grève violente, du 3 au 8 décembre 1924, amena la reprise des négociations qui aboutirent le 23 février 1925 à la conclusion d'un nouveau contrat collectif.

Ce nouveau contrat, maintenant la journée de six heures de travail ainsi que les différents organismes de conciliation et d'arbitrage, créa une commission d'enquête paritaire en vue de contrôler les statistiques du coût de la vie et de les rectifier en cas de besoin. Une clause du contrat institua le système de l'échelle mobile des salaires : toute variation, en hausse ou en baisse, de l'indice du coût de la vie devait donner lieu à une révision des salaires.

La convention fut plusieurs fois renouvelée, mais le 21 décembre 1929 les trois organisations ouvrières la

dénoncèrent à nouveau. La Direction ayant procédé, suivant les déclarations ouvrières, à des révisions de salaires en violation des accords établis.

La Direction des mines se refusa depuis lors à toute tentative de renouvellement de la convention, malgré un essai communiste de grève générale dans le bassin minier. Les syndicats indépendants sont cependant entrés en pourparlers qui, paraît-il, sont sur le point d'aboutir.

L'industrie textile a dans le Haut-Rhin une importance encore plus considérable au point de vue social et économique que l'industrie minière puisque sur les 64.618 ouvriers répartis dans 1.014 entreprises de filatures ou de tissages, 90 % gagnent leur pain dans ce département.

Les contrats collectifs de travail conclus dans cette branche d'industrie ont donc une importance primordiale puisqu'ils régissent le sort de la majorité de la population ouvrière. Une constatation assez peu réjouissante s'impose puisque le grand contrat existant après la guerre a depuis longtemps disparu.

Une première convention collective de travail fut signée immédiatement après la guerre en décembre 1919 entre le Syndicat industriel alsacien à Mulhouse et les différents syndicats des ouvriers du textile du Haut-Rhin. Le champ d'application de cette convention fut d'abord limité aux établissements de Mulhouse et des environs immédiats; il fut progressivement étendu aux établissements de la Vallée de Saint-Amarin et de Ribeauvillé.

Alors que dans les autres industries les contrats étaient conclus pour une durée déterminée (généralement un an), celui dont nous venons de parler, ainsi que tous

ceux signés dans cette même branche d'industrie, l'était pour une durée indéterminée. Le délai de dénonciation y était fixé à deux mois. Une commission arbitrale était prévue en vue de régler les litiges et les contestations. Les salaires étaient payés au temps ou à la tâche.

Cette même convention fut appliquée, avec quelques modifications tout à fait secondaires, dans la région de Colmar; cette extension du champ d'application du contrat de Mulhouse mit fin à la grève du 16 au 27 mars 1929.

Les salaires payés dans l'industrie textile du Haut-Rhin furent les plus bas de ceux offerts en Alsace; une rémunération de 5 à 6 francs par heure était en effet tout à fait insuffisante. Malgré les nombreuses démarches effectuées par les différentes organisations ouvrières, aucune amélioration sensible ne put être obtenue. C'est pour cette raison que le syndicat cégétiste des ouvriers du textile et le syndicat indépendant dénoncèrent, après dix mois seulement d'existence, le contrat de Mulhouse dès le 15 octobre 1920. Celui de la région de Colmar fut également dénoncé le 20 juillet 1920.

Plus jamais depuis lors, malgré de nombreuses démarches effectuées par les organisations ouvrières, le Syndicat industriel alsacien ne consentit à reprendre les négociations.

Le 3 novembre 1919, le Groupement économique de Guebwiller et les différents syndicats des ouvriers du textile du Haut-Rhin signèrent également une convention collective pour une durée indéterminée, valable à Guebwiller et dans la vallée de Guebwiller (Buhl, Heisensstein, etc.), semblable aux précédents contrats il connut les mêmes vicissitudes et fut dénoncé vers la même époque.

A l'heure actuelle il n'existe plus de contrats liant un groupe d'employeurs et les différentes organisations ouvrières du textile. Quelques conventions avec industriels isolés ont pu se maintenir assez longtemps; tel fut le contrat signé en novembre 1923 avec l'entreprise Sorma à Mulhouse et celui existant aux établissements de Rosheim arraché après une grève victorieuse en 1926.

Dans l'industrie des transports et de la manutention les contrats collectifs furent également très nombreux dans la première période de plein épanouissement du mouvement syndical en Alsace.

Les principaux furent conclus par les employés de tramways, les ouvriers du port et par les ouvriers de quelques maisons d'expédition.

Le contrat collectif entre la Compagnie de tramways de Strasbourg et le Syndicat des ouvriers du transport du Bas-Rhin fut signé, après une grève, le 23 juillet 1919 pour une durée indéterminée. Il comportait un délai de dénonciation de six semaines et instituait une commission arbitrale, composée de trois membres de chaque partie contractante, sous la présidence du maire de Strasbourg.

Ce contrat, après toutes sortes de vicissitudes, fut transformé; l'échelle mobile des salaires y fut introduite sur la base suivante : si l'indice du coût de la vie fixé par le Bureau municipal de statistique de Strasbourg atteindra pendant deux mois consécutifs 690, une augmentation nouvelle sera accordée. Des négociations en vue de la diminution des salaires auront lieu si l'indice tombe pendant deux mois de suite à 640.

Les employés de la Compagnie de tramways de Strasbourg sont encore actuellement en possession d'un contrat collectif analogue.

Dans le Haut-Rhin, ceux de Mulhouse ont une convention identique.

Les Etablissements d'entrepôt et de navigation du port de Strasbourg et les différents syndicats des ouvriers de cette branche signèrent le 1^{er} février 1920 une convention collective pour une année, valable à Strasbourg et environs. Il y était stipulé que des négociations en vue d'une révision des salaires s'engageraient si l'indice du coût de la vie enregistrait des variations de trop large amplitude. Ce contrat après plusieurs modifications, fut maintenu en vigueur jusqu'au 25 mars 1924, date à laquelle éclata une grève désastreuse qui donna l'occasion aux entrepreneurs de déclarer le contrat résolu.

Une convention fut également signée entre les maisons d'expédition de Strasbourg et le Syndicat des ouvriers de transport le 8 mars 1920; toutes les maisons d'expédition et de camionnage de la région furent liées. Ce contrat fut renouvelé plusieurs fois mais n'existe plus à l'heure actuelle.

A Mulhouse, une convention analogue eut les mêmes vicissitudes.

Les conditions de travail des ouvriers de l'usine de gaz de Strasbourg furent également réglées par une convention signée le 7 février 1919 entre la Direction de l'usine et le Syndicat des ouvriers de commune du Bas-Rhin, valable jusqu'au 31 mars 1920; elle fut plusieurs fois renouvelée.

L'organisation ouvrière représentait des ouvriers du service intérieur de l'usine, du service des clients et des réclamations et les allumeurs de gaz. Le maire de Strasbourg était appelé à trancher les litiges en tant qu'arbitre.

Il ne nous reste plus qu'à parler de l'activité et de l'action des organisations des travailleurs du livre. Les syndicats de cette branche d'industrie, très puissants grâce à l'adhésion de l'immense majorité des ouvriers, ont pu maintenir des contrats collectifs très détaillés, les seuls qui définissent encore à l'heure actuelle les conditions de travail de toute une branche d'industrie.

Le premier contrat fut signé le 1^{er} janvier 1920 entre le Syndicat des imprimeurs d'Alsace-Lorraine et la Fédération française des travailleurs du livre, groupe régional d'Alsace-Lorraine, pour être valable jusqu'au 31 décembre de la même année. Un nouveau contrat entra en vigueur du 1^{er} janvier 1921 au 31 décembre 1922; il fut successivement modifié le 27 décembre 1923, 9 août 1923, etc.

Une des clauses qui attire l'attention dans ces différents contrats a été la création d'un « office du tarif » qui eut pour mission le maintien et l'exécution du contrat; cet organisme était composé de cinq patrons et de cinq ouvriers fédérés sous la présidence d'un jurisconsulte; la durée de leurs fonctions était fixée à trois ans. Cet office avait des attributions très variées : interprétation des dispositions de la convention, admission et radiation des membres, imposition des amendes, élaboration et publication annuelle d'une liste de firmes ayant reconnu le contrat, entremise entre patrons et ouvriers dans toutes les questions de la convention n'ayant pu être résolues par les tribunaux d'arbitrage, etc.

Ces conventions prévoyaient en outre des commissions d'arbitrage, composées de trois membres au minimum et de cinq au maximum de chaque partie contractante. Ils étaient chargés de trancher les litiges « se produisant

soit dans les conditions de travail, soit entre fédérés et communauté de tarif ». Dès la première année cette commission d'arbitrage accorda une augmentation de salaires le 14 mai 1920 et le 6 octobre de la même année un supplément de 13 francs aux ouvriers majeurs, de 10 francs aux ouvriers mineurs et de 7 francs 50 par mois à toutes les ouvrières.

Le 7 avril 1923, les différentes organisations ouvrières (C. G. T. et Indépendants) et le Syndicat des imprimeurs se mettaient d'accord pour introduire l'échelle mobile des salaires dans la convention. La clause en question était ainsi conçue : « Si le chiffre indice de l'Office municipal de statistique de la ville de Strasbourg s'élevait à 360 points, les ouvriers de l'industrie graphique auront droit à une augmentation de 3 fr. 50 par semaine; à chaque bond de 10 points du chiffre indice, une augmentation nouvelle de 3 fr. 50 par semaine suivra. A une baisse du chiffre indice de 10 en 10 points, une réduction des augmentations précitées fonctionnera automatiquement avec le taux de 3 fr. 50 par semaine... »

Le 11 décembre 1924, des négociations eurent lieu à Strasbourg en vue de modifier certaines clauses de la convention; une augmentation sensible des salaires en résulta. Des modifications furent apportées à la convention; on changea le système de l'échelle mobile des salaires, notamment en 1926.

Le 1^{er} janvier 1930, un nouveau contrat fut signé, valable jusqu'au 31 décembre 1932; à moins d'une dénonciation au moins trois mois avant cette date, il se prolongera de deux ans. A partir du 1^{er} janvier 1930, la base de l'échelle mobile des salaires avec chiffre indice combiné, dont le fondement a été fixé dans le protocole

des négociations du contrat de 1929, entra en vigueur. Ce système régit encore actuellement les ouvriers du Livre de toute l'Alsace-Lorraine.

Le chiffre indice de 484 points est pris comme base. Au-dessus de ce niveau, une augmentation ou une diminution de l'indice de 10 en 10 points amènera une hausse ou une baisse de 4 fr. 30; au-dessous, le taux de la variation ne sera plus que de 3 fr. 65 à l'heure.

L'office de tarif et le tribunal d'arbitrage, tels que nous les avons vus dans les contrats précédents, subsistent sans aucun changement. On a adjoint au contrat existant en ce moment une commission de l'office du tarif composée de deux membres et d'un jurisconsulte, chargée de prendre les décisions urgentes. A défaut d'appel interjeté dans un délai de quinze jours ces décisions seront pleinement valables.

Les contrats collectifs de travail, tels qu'ils existaient dans la plupart des branches de l'activité industrielle en Alsace, réglaient d'une façon minutieuse toutes les questions épineuses, particulièrement celles des salaires.

Le patronat pensait éviter les grèves et conflits si désastreux pour les deux parties et pour l'ensemble du pays en adoptant d'une part le système de l'échelle mobile des salaires, système quelquefois fort perfectionné; nous en avons vu de nombreux exemples notamment dans les contrats des ouvriers du bâtiment, des ouvriers du bois et de ceux du livre.

Des commissions de conciliation et d'arbitrage devaient, d'autre part, liquider à l'amiable ou trancher impartialement les conflits inévitables. A ce point de vue encore des organismes très ingénieux furent institués.

Malgré l'étude approfondie de toutes ces questions et

malgré toutes les précautions prises, nombreuses furent les grèves, déclanchées souvent sans motifs bien justifiées, mettant sinon la vie des entreprises en danger du moins ralentissant la marche normale des affaires.

C'est pourquoi le patronat, plus puissant en ce moment que les ouvriers indisciplinés et divisés à l'excès, ne consent plus, sauf dans des cas très rares, à signer des conventions collectives.

Les préventions très marquées dont les patrons ont fait preuve ont reparu. Cette animosité, cet esprit d'hostilité provient chez beaucoup d'entre eux de ce que la signature d'une convention collective ne les laisse plus maîtres absolus dans leurs entreprises et dans les contrats de travail individuels et ne leur permet plus de fixer les conditions du travail comme ils l'entendent.

Il faut admettre cependant que le défaut et l'absence de sanctions pratiques contre la violation du contrat (par les grèves la plupart du temps) du côté ouvrier sont un inconvénient très grand et très sérieux. On a beau répondre que le syndicat qui viole le traité compromet gravement son crédit et s'aliène l'opinion publique qui joue un rôle si important dans les conflits du travail et que par là il sera forcé de respecter la convention pendant toute la durée de celle-ci. Des exemples assez nombreux nous montrent malheureusement que cette considération ne constitue pas toujours le commencement de la sagesse ouvrière et syndicale.

CONCLUSION

Des considérations fort peu réjouissantes en ce qui concerne le développement des syndicats ouvriers se dégagent de l'étude de l'action syndicale, aussi bien des grèves que des contrats collectifs, en Alsace.

Le recul très marqué des effectifs composant les organisations ouvrières et le déclin très accentué de leur puissance sont manifestes. Le mouvement ouvrier était à son apogée dans les années qui ont suivi la guerre; nous avons montré ce que fut cette époque au point de vue de l'action ouvrière : grèves très nombreuses où l'immense majorité des ouvriers, presque tous inscrits dans les syndicats, obéirent au mot d'ordre de leurs organisations, où la discipline et la solidarité ouvrière ne furent pas un vain mot. La parole de Clemenceau était alors aussi vraie en Alsace que dans le reste de la France. « Les ouvriers, dit-il, forment un bloc, je ne vois en face d'eux qu'une poussière de patrons. »

Aujourd'hui, à part quelques conventions collectives isolées, il n'existe plus de contrat dans les branches d'industries primordiales de l'Alsace : les ouvriers du textile, l'immense majorité de la population ouvrière du Haut-Rhin, n'en jouissent plus depuis longtemps ainsi que les ouvriers des mines de potasse; ceux de l'industrie métallurgique, des brasseries, du bâtiment en sont

également privés. Seuls les travailleurs du livre, grâce à leur parfaite organisation (85 % sont inscrits dans les différentes organisations syndicales), sont en possession de conditions de travail librement débattues.

Quelles sont donc les causes de cette décadence des syndicats ? Pourquoi leur action est-elle à l'heure actuelle pour ainsi dire inexistante, alors que seules les organisations ouvrières peuvent intervenir efficacement en faveur du salariat ?

Toute la crise du mouvement syndical a son origine dans la question de l'unité ouvrière. Cet émiettement de la masse des salariés est consécutif à l'attitude prise par les syndicats sur le terrain social et même quelquefois sur le terrain politique, encore qu'ils ne devraient pas y faire d'incursions. Beaucoup de syndicalistes convaincus estiment que toutes ces tendances plus ou moins divergentes sont une cause de faiblesse pour les revendications des salariés ; la division des forces ouvrières en organisations cégétistes, unitaires, indépendantes ou neutres n'a certes pas pu favoriser l'action syndicale. L'extrême faiblesse des différents groupements ne permet pas d'engager une action avec quelques chances de succès sans le concours des organisations rivales, et bien souvent les divergences de doctrine sont trop profondes pour pouvoir être aplanies. Cette division ouvrière est probablement inévitable ; si l'accord peut se réaliser sur les questions les plus importantes, elle n'a pas grand inconvénient. En fait, il y a des accords de ce genre, mais dans la plupart des cas il n'y en a pas ; au contraire, les différents syndicats sont bien souvent en lutte les uns contre les autres.

Un exemple caractéristique de cette lutte intestine,

avec toutes les conséquences fâcheuses qu'elle comporte s'est présenté chez les ouvriers des brasseries de Strasbourg et environs.

Les syndicats indépendants et communistes, groupant la presque totalité des ouvriers de cette branche, dénoncèrent d'un commun accord en 1929 le contrat collectif qui les liait aux principales brasseries. Le moment d'une demande d'augmentation de salaires était, paraît-il, très bien choisi puisque le prix de la bière avait été augmenté. Le syndicat cégétiste des ouvriers de l'alimentation, pour des raisons inexplicables, se désolidarisa des deux autres organisations et rendit ainsi une demande d'augmentation de salaires des plus difficiles. Cet exemple, on pourrait d'ailleurs en trouver d'autres, nous montre quel esprit étroit règne souvent dans certains milieux ouvriers.

Des cas inverses se sont pourtant produits où la cohésion et la solidarité ouvrière ont remporté des victoires indéniables. Citons les circonstances de la signature, le 4 novembre 1920, du contrat collectif dans les mines de potasse; seule la collaboration étroite des différents syndicats permit d'arriver à un résultat aussi satisfaisant pour plusieurs milliers d'ouvriers sans souffrance aucune puisque l'accord complet de tous les salariés permit d'éviter un conflit violent.

Les abus de l'esprit syndicaliste sont une autre cause de faiblesse des organisations ouvrières; ils se sont exercés dans le domaine économique, social et surtout politique.

Au point de vue économique, les syndicats ont été trop longtemps imprégnés de vieilles idées et se sont

opposés aux progrès susceptibles d'avoir une répercussion favorable sur l'industrie.

Au point de vue social, la liberté du travail et la liberté d'association doivent se juxtaposer sans se nuire l'une à l'autre. Des abus furent à déplorer dans les premières années après la guerre : certains syndicats ouvriers, devant la naissance d'une organisation à tendances opposées, cherchaient à interdire aux patrons l'emploi des ouvriers faisant partie du groupement rival et sanctionnaient leur interdiction par la mise à l'index ou le boycottage. De pareils faits sont vivement à déplorer ; ils tendent d'ailleurs à devenir de plus en plus rares.

Dans le domaine politique, la plupart des organisations ouvrières évoluent vers un programme ayant comme objectif la suppression pure et simple du salariat ; le syndicalisme, dans son ensemble, s'oriente nettement dans la voie révolutionnaire de la lutte des classes. Cette attitude rencontre l'hostilité de la grande masse des petits propriétaires, si nombreux en Alsace, et difficiles sont les mouvements ouvriers qui réussissent sans la faveur de l'opinion publique.

C'est cette raison qui explique, avec l'insuffisance des fonds distribués par les syndicats, le trop grand nombre des grèves ayant complètement échouées. Souvent aussi les grèves sont menées et organisées à tort et à travers à la seule fin de satisfaire des buts purement politiques.

De nombreux ouvriers, trop clairvoyants pour se laisser bernier par des promesses plus ou moins fallacieuses, constatant avec découragement les luttes intestines si vivaces entre les organisations de salariés, se

désintéressent de plus en plus du mouvement syndical qui seul peut les aider à améliorer leur sort et à amener la réalisation de leurs justes revendications.

Vu,
le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
William OUALID

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Chapitre premier. — Organisation syndicale ouvrière en Alsace de 1871 à 1914	9
Chapitre II. — Organisation syndicale ouvrière après la guerre	14
Chapitre III. — Action des syndicats ouvriers	23
1° Les grèves	24
2° Les contrats collectifs	61
Conclusion	97
